



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 15 AOUT 1914.

Nominations

I. a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-six juin 1914, de nommer MM. Joseph Papineau, avocat; et Joseph Louis J. Boyer, notaire, tous deux de Valleyfield, membres de la commission pour l'érection civile des paroisses du diocèse catholique romain de Valleyfield

3695

No 450-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 6 août 1914, de nommer M. Pierre Joseph, commissaire d'écoles pour la municipalité de Cox, dans le comté de Bonaventure. 3685

No 475 Elec-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 6 août 1914, de nommer M. Arthur Alain et Adjudant Lemieux, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-David, dans le comté de Lévis. 3683

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th AUGUST, 1914.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the twenty-sixth June, 1914, to appoint Messrs. Joseph Papineau, advocate, and Joseph Louis J. Boyer, notary, both of Valleyfield, members of the commission for the civil erection of parishes in the roman catholic diocese of Valleyfield.

3696

No. 450-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 6th August, 1914, to appoint Mr. Pierre Joseph, school commissioner for the municipality of Cox, in the county of Bonaventure 3686

No. 475-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date the 6th August, 1914, to appoint Messrs Arthur Alain and Adjudant Lemieux, school commissioners for the municipality of Saint David, in the county of Lévis. 3684

No 1251-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 6 août 1914, de nommer M. Jos. Bondu, commissaire d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-de-Pont-Main, dans le comté de Labelle.

3687

No 337-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 6 août 1914, de nommer M. Joseph Germain, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Chs-du-Bas-du-Sault, dans le comté de Hochelaga.

3689

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-quatre juillet 1914, de nommer M. Elie Métivier, cultivateur, de la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, comté d'Iberville, juge de paix pour le district de Bedford, en vertu de l'article 3361 des S. R. Q. 1909.

3681

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-huitième jour de juillet 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Chicoutimi.—M. Ludger Honoré Petit, cultivateur, de Saint-Honoré, comté de Chicoutimi.

District de Montréal.—MM. Arthur J. Grubert, gérant de la Union Brewery Co. Ltd, de la cité de Montréal, Joseph Alphonse Ricard, secrétaire-trésorier de la municipalité scolaire d'Ahuntsic, Ahuntsic.

District de Gaspé.—M. Alcide Gaudet, marchand, d'Amherst, Îles de la Madeleine.

3677

No 1042-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 6 août 1914, de nommer M. C. Viau, commissaire d'écoles pour la municipalité de canton Loranger, dans le comté de Labelle.

3693

No. 1843-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de cinq commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 6 août 1914, de nommer MM. Trefflé David, Adélard Mercier, Joseph Marchand, Ulric Beaupré, G. A. Lapointe, commissaires d'écoles pour la municipalité de la Ville-de-Léry, dans le comté de Châteauguay.

3691

No. 1251-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 6th August, 1914, to appoint Mr. Jos Bondu, school commissioner for the school municipality of Notre-Dame de Pont Main, in the county of Labelle.

3688

No. 337-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 6th August, 1914, to appoint Mr. Joseph Germain, school commissioner for the municipality of Saint-Chs-du-Bas-Sault, in the county of Hochelaga.

3690

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twenty-fourth day of July, 1914, to appoint Mr. Elie Métivier, farmer, of the parish of Saint Georges de Henryville, county of Iberville, justice of the peace for the district of Bedford, pursuant to article 3361 of the R. S. P. Q. 1909.

3682

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the twenty-eighth day of July, 1914, to associate to the commission of the peace for :

District of Chicoutimi.—Mr. Ludger Honoré Petit, farmer, of Saint Honoré, county of Chicoutimi.

District of Montreal.—Messrs. Arthur J. Grubert, manager, of the Union Brewery Co. Ltd., of the city of Montreal, Joseph Alphonse Ricard, secretary treasurer of the school municipality of Ahuntsic, at Ahuntsic.

District of Gaspé.—Mr. Alcide Gaudet, merchant, of Amherst, Magdalen Islands.

3678

No. 1042-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 6th August, 1914, to appoint Mr. C. Viau, school commissioner for the municipality of township Loranger, in the county of Labelle.

3694

No. 1843-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of five school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 6th August, 1914, to appoint Messrs. Trefflé David, Adélard Mercier, Joseph Marchand, Ulric Beaupré, G. A. Lapointe, school commissioners for the municipality of Ville de Léry, in the county of Châteauguay.

3692

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onze juillet 1914, de nommer M. James Lemay, de la ville de Mégantic, huissier-audancier de la cour de circuit, dans et pour le comté de Lac Mégantic, en la ville de Mégantic.

3679

No 217-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 8 août 1914, de nommer M. Louis Bourget et Rosaire Bernier, commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Bienville, dans le comté de Lévis.

3741

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT!

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quatre août mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au quinze septembre prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quatre août prochain; vous convoquons par les présentes pour le QUINZE SEPTEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANCOIS LANGELIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-huitième jour de juillet, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,

3049

L.-P. GEOFFRION.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the eleventh day of July, 1914, to appoint Mr. Jules Lemay, of the town of Mégantic, court crier of the circuit court, in and for the county of Lake Megantic, in the town of Megantic.

3680

No. 217-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the 8th August, 1914, to appoint, Messrs. Louis Bourget and Rosaire Bernier, school commissioners for the municipality of the village of Bienville, in the county of Levis.

3742

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:

To Our Beloved and Faithful Councilors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the fourth of August, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the fifteenth day of September next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the fourth of August next; and hereby convene you for the FIFTEENTH of SEPTEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANCOIS LANGELIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty-eight day of July, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,

3050

L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

Avis du Gouvernement

AVIS

Est par le présent donné que le Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois de la province de Québec se réunira à
QUEBEC, LE 13 JUILLET 1914
HULL, LE 15 SEPTEMBRE 1914

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
 Sous-Ministre des Terres et Forêts.
 Québec, 6 juin 1914. 2559-6

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatrième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Ariste Latour, opérateur en chaussures; L. Anselme Picard, marchand; Jos. Adélar Barrette, épicier; Jos. Stanislas Michaud, épicier; Antonio Turpin, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de marchandises sèches, groceries, provisions, liqueurs, ferronneries, chaussures et toutes sortes de marchandises en général;

Manufacturer et autrement produire et acquérir telles marchandises;

Faire le commerce de l'importation et d'exportation;

Agir comme marchands à commission et agents commerciaux généralement.

Faire le commerce des produits agricoles et d'animaux, ainsi que l'élevage d'iceux;

Acquérir, louer et disposer des marques de commerce, droits de patentes, privilège d'aucune invention et les employer relativement aux affaires de la compagnie;

Faire des arrangements avec aucune compagnie faisant un commerce semblable pour partage de profits, réunion d'intérêts, concessions réciproques ou autrement dans l'intérêt de la dite Compagnie;

Acquérir des actions dans aucune compagnie faisant semblable commerce et payer pour telles actions en argent ou par des actions acquittées de la présente compagnie, en partie ou en entier;

S'amalgamer avec d'autres compagnies autorisées à faire semblable commerce;

Acheter et acquérir, en tout ou en partie, l'actif et l'achalandage de toutes autres compagnies, sociétés ou personnes faisant semblable commerce et en payer le prix partie en argent ou partie en parts acquittées;

Se charger du paiement du passif de telles compagnies, sociétés ou personnes;

Vendre les affaires et les propriétés de la compagnie, comme une affaire en opération, à toutes personnes, sociétés ou compagnies ayant le pouvoir de l'acquérir et en recevoir le prix en argent ou en actions acquittées, débetures ou toutes autres considérations valables;

Acquérir toutes propriétés nécessaires pour les affaires de la dite compagnie et en faire l'exploitation, sous le nom de "Le Magasin des Mutualistes, Limitée", avec un fonds social de vingt

Government Notices

NOTICE

Is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the province of Quebec will meet at

QUEBEC, on the 13th of JULY, 1914
HULL, on the 15th of SEPTEMBER, 1914

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this Department and mention the place where they intend presenting themselves. A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,
 Deputy Minister of Lands and Forests.
 Québec, 6th June, 1914 2560

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1914, incorporating Messrs. Ariste Latour, boot and shoe machinist; L. Anselme Picard, merchant; Jos. Adélar Barrette, grocer; Jos. Stanislas Michaud, grocer; Antonio Turpin, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in dry goods, groceries, provisions, liquors, hardware, boots and shoes and all kinds of goods generally;

To manufacture and otherwise produce and acquire such goods;

To carry on the business of importers and exporters;

To act as commission merchants and commercial agents in general;

To deal in agricultural products and live stock and stock raisers;

To acquire, lease and dispose of trade marks, patent rights, privileges of any invention and to make use of the same for the business of the company;

To enter into any agreement with any company carrying on a similar business for the sharing of profits, union of interests, reciprocal concession or otherwise in the interests of the said company;

To acquire shares in any company carrying on a similar business and to pay for such shares in whole or in part in cash or with paid up shares of the present company;

To amalgamate with any other companies authorized to carry on a similar business;

To purchase and acquire, in whole or in part the assets and good will of any other companies, partnerships or persons engaged in a similar business and to pay for the same partly in cash or partly in paid up shares;

To assume the liabilities of such companies, partnerships or persons;

To sell the business and property of the company, as a going concern, to any persons, partnerships or companies having the power to acquire the same and to receive the price thereof in cash or in paid up shares, debentures or any other valuable considerations;

To acquire any property necessary for the business of the said company and to exploit the same, under the name of "Le Magasin des Mutualistes, Limitée", with a capital stock of twenty

mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3567-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux juillet 1914, constituant en corporation MM. Hercule Lafontaine, fabricant de vin; Roméo Lanoie, carbuereur; Georges Sylvestre, cultivateur; Hilarion Lanoie, menuisier; Joseph Tarte, rentier, de Saint-Cuthbert, dans les buts suivants:

Fabriquer et vendre les vins canadiens.

Fabriquer et vendre soda, ginger ale, cidres et autres liqueurs douces;

Embouteiller et vendre de la bière, et faire toutes autres affaires qui se rapportent à tel commerce, le tout sujet aux prescriptions de la loi des licences;

Acquérir par achat ou autrement, comme une affaire en opération, l'établissement pour la fabrication des vins canadiens, tenu par Hercule Lafontaine, à Saint-Cuthbert, comté de Berthier, district de Joliette, et de continuer les affaires du dit établissement maintenant conduites par le dit Hercule Lafontaine, avec ses installations, fournitures, stock de commerce, licence, clientèle et tous autres biens meubles en général faisant partie de l'exploitation du dit établissement et de payer pour telle acquisition, soit partie en argent comptant, soit partie en obligations ou actions acquittées de la présente compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement tous immeubles qui seront jugés nécessaires aux objets pour lesquels la présente compagnie est incorporée et payer pour telle acquisition soit en argent ou obligations ou actions de la présente compagnie;

Faire et exécuter tous actes nécessaires à la mise en opération des dites affaires de la compagnie, sous le nom de "Compagnie des Vins Canadiens de Saint-Cuthbert", avec un fonds social de douze mille piastres (\$12,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt (480) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Cuthbert.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3583-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet 1914, constituant en corporation MM. Louis Lafetière, hôtelier; Olivine Blais, autorisée de son mari; Louis Lafetière, jr., commis; J. Alph. Godin, marchand, et J. Albert Santoiere, dentiste, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de

thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3568

Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1914, incorporating Messrs. Hercule Lafontaine, wine manufacturer; Roméo Lanoie, Georges Sylvestre, farmer; Hilarion Lanoie; joiner, Joseph Tarte, rentier, of Saint-Cuthbert, for the following purposes:

To manufacture and sell canadian wines;

To manufacture and sell soda, ginger ale, ciders and other soft drinks;

To bottle and sell beer and to carry on any other business incidental to the bottling and selling of beer, the whole subject to the provisions of the License Act;

To acquire by purchase or otherwise, as a going concern, the plant for the manufacturing of canadian wine operated by Hercule Lafontaine, at Saint Cuthbert, in the county of Berthier, district of Joliette, and to continue carrying on the business now carried on in the said plant by the said Hercule Lafontaine, with its equipment, furnishings, stock in trade, license, goodwill and other moveable assets forming part of the business of the said plant and to pay for such acquisition either partly in cash, or partly in bonds or paid up shares of the present company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise any immoveables which may be deemed necessary for the objects for which the present company is incorporated and to pay for such acquisition either in cash or bonds or shares of the present company;

To do and execute all acts necessary for the carrying on of the said business of the company, under the name of "Compagnie des Vins Canadiens de Saint-Cuthbert", with a capital stock of twelve thousand dollars (\$12,000.00) divided into four hundred and eighty (480) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Cuthbert.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3584

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eight day of July, 1914, incorporating Messrs. Louis Lafetière, hotelkeeper; Olivine Blais, duly authorized by her husband; Louis Lafetière, jr., clerk; J. Alph. Godin, merchant, and J. Albert Santoiere, dentist, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the

cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail.

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Louis Lafetière, 1893-1895, rue Sainte-Catherine-Est", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations ou leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Lafetière Hôtel Limitée", avec un capital social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3589-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet 1914, constituant en corporation MM. Ulric Leclair, hôtelier; Emmeline Marsolais, autorisée de son mari; Octave Lafleur, Alfred Bouchard et Alphonse Bouchard, hôteliers, dans la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licenciés de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares

business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Louis Lafetière, 1893-1895, Sainte-Catherine street East", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise, and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which the company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Lafetière Hôtel Limitée", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3590

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1914, incorporating Messrs. Ulric Leclair, hotelkeeper; Emmeline Marsolais, authorized by her husband; Octave Lafleur, Alfred Bouchard and Alphonse Bouchard, hotel-keepers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec Licence Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiards and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the

et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Strathcona Café, 507-509, Saint-Laurent et 2-4, Ontario est", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce ou autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Strathcona Hotel Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3591-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-quatre juillet 1914, constituant en corporation MM. Joseph Emile Amable Decelles, courtier, de Montréal; Préculé Lepine, industriel; Vitalis Bouchard, prêtre-curé; Pierre Goyette, marchand, et Raoul Bertrand, industriel, de Brownsburg, comté d'Argenteuil, dans les buts suivants;

Manufacturer des meubles de toutes sortes, portes et chassiss, moulures et autres ouvrages en bois, brut ou travaillé, dans toutes ses espèces ainsi que le droit général de manufacturer le bois sous toutes ses formes, et aussi manufacturer fer, acier, brique, ciment, granit et pierres et autres matériaux, conduire et faire les affaires de commercant et entrepreneur pour les fins de construction, ou autres travaux en rapport avec aucune et toutes les classes de bâtisse et amélio-

business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Strathcona Café, 507-509, Saint Lawrence and 2-4, Ontario east streets", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Strathcona Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3592

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of July, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, broker, of Montreal; Preculé Lepine, manufacturer; Vitalis Bouchard, priest, curé; Pierre Goyette, merchant, and Raoul Bertrand, manufacturer, of Brownsburg, county of Argenteuil, for the following purposes;

To manufacture furniture of every sort, doors and sashes, mouldings and other works in wood, in the raw state or manufactured of every kind and generally to manufacture wood under all forms, iron, steel, brick, cement, granite and other materials, to conduct and carry on the business of traders and contractors for the undertaking of constructions and other works in connection with any and all classes of buildings and improvements of every kind and description

rations de toutes sortes de descriptions y compris la disposition des chemins, murs et en général toutes les classes de bâtisses;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer des immeubles et en faire le commerce ou en disposer autrement comme constructeurs;

Acquérir et faire toutes ou aucune partie des affaires ou propriété de toutes compagnies engagées dans des affaires semblables que cette compagnie est autorisée à conduire, aider financièrement ou autrement les constructeurs, locataires, et autres qui peuvent être disposés à construire sur ou améliorer tout terrain ou bâtisse dans laquelle la compagnie est intéressée;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables, ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins ou d'acquisition d'aucun des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés;

Faire et construire toute affaire, entreprise, transaction ou opération ordinaires faites ou entreprises par des capitalistes, promoteurs financiers, entrepreneurs, marchands, personnes et agents à commission, et dans le cours des affaires de la compagnie, tirer, accepter, endosser, acquérir et vendre tous ou aucuns des instruments et garanties négociables, transférables, y compris les débetures, obligations, billets et lettres de change;

Acquérir, établir, posséder et exploiter les moyens mécaniques et naturels pour produire de la force du gaz et de l'électricité et autres systèmes d'éclairage et les utiliser, vendre, arrenter et céder d'une manière quelconque, et construire des tunnels, pour être employés à la transmission de la force de la lumière, et de la chaleur et d'un édifice à un autre, pourvu toutefois qu'à la vente de distribution de force de gaz et d'électricité au-delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements municipaux et locaux à ce sujet;

La dite compagnie exploitera l'électricité dans le comté d'Argenteuil, et aussi le droit d'acheter des limites à bois, ainsi que des pouvoirs d'eau que la compagnie jugera convenables, sous le nom de "Brownsburg Furniture Limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt (980) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Brownsburg, canton Chatham, comté d'Argenteuil.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3597-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet, 1914, constituant en corporation MM. Ulric Leclair, hôtelier; Emelie Marsolais, autorisée de son mari, Octave Lafleur, Alfred Bouchard et Alphonse Bouchard, hôteliers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares

including the laying out of roads, streets, walls and generally all classes of buildings;

To purchase, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey, lease, hypothecate, exchange, improve immovables deal in and otherwise dispose of the same as builders;

To acquire and carry on the whole or any part of the business or property of any companies engaged in any business similar to that which this company is authorized to carry on to financially or otherwise aid the builders, lessees and others as may be disposed to build on or improve any land or buildings in which the company is interested;

To do all things necessary, convenient or suitable for the accomplishment of any of the purposes or the acquisition of any of the objects or promotion of any of the powers hereabove mentioned;

To carry on and undertake any business, undertakings, transactions or opérations ordinarily carried on or undertaken by capitalists, promoters, financiers, contractors, merchants, persons and commission agents and in the course of business of the company, to draw, accept, indorse, acquire and sell all or any negotiable and transferable instruments including debentures, bonds, notes and bills of exchange;

To acquire, establish, hold, exploit mechanical and natural processes for the generating of gas, electricity and other means of lighting and to utilize, sell, rent, and convey same in any manner whatsoever and to construct tunnels for the transmission of power, light and heat from one building to another provided that the sale or distribution of power, gas, electricity beyond the lands of the company be subject to local and municipal by-laws on that behalf;

The said company shall exploit electricity in the county of Argenteuil, and shall also have the power to purchase timber limits and any water powers which the company may deem convenient, under the name of Brownsburg Furniture Limited, with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into nine hundred and eighty (980) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Brownsburg, township of Chatham, county of Argenteuil.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3598

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1914, incorporating Ulric Leclair, hotelkeeper, Emelie Marsolais, authorized by her husband, Octave Lafleur, Alfred Bouchard and Alphonse Bouchard, hotelkeepers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec Licence Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the

et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Oriental Hotel, 13, rue Sainte-Catherine-ouest et 305 Clarke", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Oriental Hotel Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3587-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juillet 1914, constituant en corporation MM. Ulric Leclair, hôtelier, Emmeline Marsolais, autorisée de son mari, Octave Lafleur, Alfred Bouchard et Alphonse Bouchard, hôtelier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares, et de

business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Oriental Hotel, 13, Sainte Catherine street west and 305, Clarke street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Oriental Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3588 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of July, 1914, incorporating Messrs. Ulric Leclair, hotel-keeper, Emmeline Marsolais, authorized by her husband, Octave Lafleur, Alfred Bouchard and Alphonse Bouchard, hotel-keepers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the

cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Grand Central Hotel, 90 Windsor," avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Grand Central Hotel Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3593-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre juillet 1914, constituant en corporation MM. Joseph Masse, marchand de bois, de Saint-Apollinaire; Joseph Cyprien Achille Bédard, agent d'immeubles, de la cité de Québec; Joseph Drapeau, boucher; Daniel Loranger, marchand de bois; Lucien Lebrun, notaire, et Thomas Wilfrid Michaud, médecin, de Saint-Pacôme, dans les buts suivants;

Acheter, arrêter ou autrement acquérir, soit comme placement ou pour revendre, et détenir soit absolument comme propriétaire ou autrement et faire le commerce de terrains, maisons et autre propriétés d'une tenure quelconque et de tout intérêt en telles propriétés, et créer, vendre et céder les terrains à bail ou en franc-alleu, et

business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "Grand Central Hotel, 90 Windsor street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise, and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition of holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to be carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Grand Central Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3594

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of July, 1914, incorporating Messrs. Joseph Masse, lumber merchant, of Saint Appolinaire; Joseph Cyprien Achille Bédard, real estate agent, of the city of Quebec; Joseph Drapeau, butcher; Daniel Loranger, lumber merchant; Lucien Lebrun, notary, and Thomas Wilfrid Michaud, physician, of Saint Pacôme, for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire, either for investment or re-sale, and to hold either absolutely as owner or otherwise, and to traffic in land, houses and other property of whatsoever tenure and any interest therein, and to create, sell and deal in freehold and leasehold ground rents, and generally to deal

généralement faire le commerce et troquer par vente, location, échange ou autrement des terrains ou maisons et toute autre propriété mobilière, faire les opérations générales d'une agence d'immeubles, y compris l'entreprise de recherches, évaluations, ventes, échanges, locations, subdivisions et choses semblables;

Développer et faire valoir tous terrains acquis par la compagnie ou dans lesquels elle est intéressée, et en particulier en les divisant et en les préparant pour des fins de construction ou autrement, de construire, altérer, démolir, décorer, entretenir, meubler, installer et améliorer des bâtiments et y faire des plantations, les paver, drainer, affermer, cultiver donner à bail ou contrat de construction et avancer des deniers et conclure des contrats et conventions de toutes sortes avec les constructeurs, entrepreneurs, locataires et autres;

Faire toutes ou chacune des opérations de constructeurs et entrepreneurs, agents de maisons, commerçants de pierre, sable, chaux, brique, bois de construction, ferronnerie et autres matériaux de construction, pour les fins de la compagnie;

Conclure des conventions ou ententes pour paver, macadamiser, réparer, niveler, nettoyer, ou arroser les rues ou grandes routes et pour construire, ouvrir et réparer des conduites, citernes, drains, égouts ou rues;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou se charger de la totalité ou d'une partie des affaires, propriété ou engagements de toute personne ou compagnie engagée dans une industrie que la compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de propriété jugée propre aux fins de la présente compagnie et les payer en totalité ou en partie en obligations, débetures, actions acquittées ou autres valeurs de la présente compagnie.

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou prendre des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie exerçant ou à la veille d'exercer ou de s'engager dans une entreprise que la présente compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, et les vendre, détenir, réemettre, avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Emettre et répartir des actions acquittées de la compagnie en plein paiement ou en paiement partiel de toute industrie, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir;

Vendre, arrenter ou autrement disposer de la propriété et entreprise de la compagnie, en tout ou en partie pour la compensation que la compagnie jugera bon, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec tout gouvernement ou autorité municipale ou locale, ou avec toute autre personne ou compagnies exerçant ou engagée ou se proposant d'exercer ou d'engager dans une industrie ou transaction que la présente compagnie est autorisée à entreprendre ou exercer, ou toute industrie ou transaction capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et se porter garants des contrats, avec ou sans garanties, et faire des avances de fonds, ou autrement aider cette personne ou compagnie ou toute personne ou compagnie qui entreprendra de construire sur toute

n, traffic by way of sale, lease, exchange or otherwise with land and houses and any other moveable property and to carry on the business of a real estate agency, including the undertaking of researches, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To develop and turn to account any land acquire by or in which the company is interested, and in particular by laying out and preparing the same for building purposes or otherwise, and by constructing, altering pulling down, decorating, maintaining, furnishing, fitting up, and improving buildings, and by planting, paving, draining, cultivating, letting on business lease or business agreement, and by advancing money to and entering into contracts and arrangements of all kinds with builders, contractors, tenants or others;

To carry on all or any of businesses of builders and contractors, house agents, dealers in stone, sand, lime, bricks, timber, hardware and other building requisites for the company's purposes;

To make and to enter into any agreement or covenant for paving, macadamising, repairing, grading, cleaning or watering streets or highways, and for the construction, opening and repairing of conduits, cisterns, drains or sewers;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or take over the whole or part of the business, assets or liabilities of any person or company engaged in any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present company and to pay for the same in whole or in part in bonds, debentures, paid up shares or other securities of the present company;

To acquire by purchase, lease or otherwise or take over the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on or about to carry on or engage in any business which the present company is authorized to carry on or engage and to sell, hold, reissue with or without warranty or otherwise dispose of same;

To issue and allot paid up shares of the company in full or part payment of any business, franchise, undertaking property, rights, powers, privileges, leases, licenses or contracts which this company is authorized to acquire;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or part of property and undertaking of the company for the consideration which the company may think fit and in particular for the shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventures, reciprocal concessions, or otherwise with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying or engaged in or about to carry on or engage in any business, or in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; and to guarantee the contracts of either with or without security, and to lend money to or otherwise assist any person or company, or any person or company undertaking to build or to improve any property in which the company is interested, and generally to such persons or companies and upon such terms and conditions as the

propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, ou d'améliorer telle propriété et généralement à telles personnes ou compagnies et aux clauses et conditions que la compagnie jugera acceptables, et en particulier aux locataires, constructeurs et entrepreneurs;

Garantir le paiement de deniers obtenus par ou payables en vertu d'obligations, actions, hypothèques, charges, engagements ou autres valeurs de toute compagnie ou entreprise dont les objets sont semblables en tout ou en partie à ceux de la présente compagnie;

Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorité fédérale, provinciale, municipale, locale ou autres qui sembleront avantageuses pour atteindre les objets de la compagnie ou l'un de ces dits objets;

Placer les deniers disponibles de la compagnie en les valeurs et en la manière qui sera décidée de temps à autre;

Distribuer toute propriété de la compagnie en espèce entre ses actionnaires.

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus en qualité de principaux, agents, entrepreneurs ou fondés de pouvoirs.

Faire toutes les autres choses avantageuses à l'accomplissement des objets ci-dessus ou s'y rattachant, sous le nom de "Montmorency Land Company", avec un fonds social de quarante mille dollars (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3581-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet 1914, constituant en corporation MM Thomas H. Vannalton, hôtelier; Anna St. Onge, autorisée de son mari; Anatole Lachapelle, avocat; J. T. Grimmard et H. H. Duchesne, financiers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail.

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "C. P. R. Exchange 2108 Ontario Est", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tout ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

company may think fit and in particular to lessees, builders and contractors;

To guarantee the payment of monies obtained by means of or payable in virtue of bonds, shares, hypothecs, liens, charges or other securities of any company or undertaking whose objects are wholly or partly similar to those of the present company;

To enter into any agreement with any government or authority, federal, provincial, municipal, local or otherwise which may seem advantageous for the attainment of the objects of the company or any of them;

To invest the funds of the company not immediately required in the manner which may be determined from time to time;

To distribute any property of the company in kind amongst the shareholders;

To do all or any of the above acts as principals, agents contractors or trustees;

To do all such things as may seem advantageous for or incidental to the attainment of the above objects, under the name of Montmorency Land Company, with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twenty fourth day of July, 1914.

C J SIMARD,

3582

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of July, 1914, incorporating Messrs. Thomas H. Vannalton, hotelkeepers; Anna St. Onge, authorized by her husband; Anatole Lachapelle, advocate; J. T. Grimmard and H. H. Duchesne, financier, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "C. P. R. Exchange Hotel, 2108 Ontario East street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débiteures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "C. P. R. Exchange Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3595-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente juin 1914, constituant en corporation MM. Frederick James Paul, marchand; Chester C. Barnard, gentilhomme; Hortense Olney Paul, veuve; George J. Hamilton, cultivateur, et William Nelson Paul, commerçant, de Danville, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, louer, toutes sortes de bois de construction et autres bois et en faire le commerce autrement;

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter toutes sortes de marchandise et en faire le commerce;

Acheter, vendre, louer des immeubles, améliorés ou non, limités à bois et en faire le commerce comme patrons ou agents;

Acquérir par achat ou affermer des mines et minéraux, les exploiter, vendre, affermer ou en disposer ainsi que de leurs produits;

Demander, acheter ou acquérir autrement et vendre, comme patrons ou agents, toutes patentes, brevets d'invention, marques de commerce, concessions, permis et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif d'utiliser toute invention ou procédé pouvant être utilisés pour les fins de la compagnie, sous le nom de "The Two Paul's Limited", avec un capital actions de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Danville, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de juin 1914.

C. J. SIMARD,

3569-2 Sous-secrétaire de la province.

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "C. P. R. Exchange Hotel Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3596 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of June, 1914, incorporating Messrs. Frederick James Paul, merchant; Chester C. Barnard, gentleman; Hortense Olney Paul, widow; George J. Hamilton, farmer, and William Nelson Paul, trader, of Danville, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, lease and otherwise trade in all kinds of lumber and wood;

To buy, sell, manufacture, import, export and deal in all kinds of merchandises;

To buy, sell, lease and deal in real estate, improved or unimproved and timber limits as principals or agents;

To acquire by purchase or lease any mines and minerals, exploit the same, sell, lease or otherwise dispose of the same or their products;

To apply for, purchase or otherwise acquire and sell, as principals or agents, any patents, brevets d'invention, trade marks, concessions, licenses and the like, conferring the exclusive or non-exclusive right to use any invention or process which may seem capable of being used for the purposes of the company, under the name of "The Two Paul's Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Danville, district of Saint Francis.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of June, 1914.

C. J. SIMARD,

3570 Deputy Provincial Secretary.

No 1160-08.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 1er août 1914.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant d'ériger en municipalité scolaire distincte tout le territoire compris dans les limites de la municipalité rurale de Saint-Gérard-de-Magella, dans le comté d'Yamaska, avec les mêmes limites qu'elle comporte, comme municipalité rurale, depuis 1907, limites parues dans la *Gazette Officielle de Québec*, du 2 mars 1907. La nouvelle municipalité scolaire sera détachée des municipalités scolaires de Saint-François, Saint-Pie-de-Guire, Saint-David et Saint-Michel, comté d'Yamaska.

3565-2

PROVINCE DE QUEBEC.

DEPARTEMENT DES TERRES ET FORETS

Québec, 8 août 1914.

Conformément aux articles 1623, 1624 et 1625 des S. R. P. Q., 1909, des permis de coupe de bois seront offerts à l'enchère, au bureau du ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le 20 octobre 1914.

Ottawa Supérieur

Désignation des terres. Superficie en mille carrés
Bassin de la rivière Ottawa:

Canton Montanier, est.....	50
" Surimau, ouest.....	50
" Béraud, ouest.....	50
" Chabert, est.....	50
" Landanet, ouest.....	50
Bassin de la rivière Harricana:	
Canton Surimau, est.....	50
" Fournière.....	100
" Dubuisson, nord ouest.....	41
" Varsan.....	100
" Malartic.....	100
" Bourlamaque.....	75
" Senneville, est.....	50
" Sabourin, Nord.....	55
Bassin de la rivière Bell:	
Canton Pascalis.....	100
" Louvicourt.....	95
" Marrias.....	60
" Tillemont.....	100
" Vauquelin.....	25

Ottawa Inférieur

Rawdon et Chertsey..... 16

Lac Saint-Jean Ouest

Rivière Petite-Péribonka.....	125
" Alex.....	137½
Rivières Péribonka et Serpent.....	769½

Lac Saint-Jean Est

Haut de la rivière aux Ecorces.....	141
Grande Rivière Pikauba.....	90
Rivières du Moulin et Cyriac No 1.....	21
" " " " No 2.....	38
Haut de la rivière Ha! Ha!.....	23
Anse Saint-Jean A.....	63¼
Anse Saint-Jean B.....	5½
Canton Bourget No 2.....	20
" Simard No 2.....	10
" Harvey No 2.....	4
" Cimon No 2.....	1
" Sagard.....	20
" Falardeau No 61.....	9

No. 1160-08.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Quebec, 1st August, 1914.

The Superintendent gives notice that application is made to erect into a distinct school municipality the whole of the territory comprised within the limits of the rural municipality of Saint Gerard de Magella, in the county of Yamaska, with the same limits it occupies, as a rural municipality since 1907, limits published in the *Quebec Official Gazette*, of the 2nd March, 1907. The new school municipality shall be detached from the school municipalities of Saint Francois, Saint Pie de Guire, Saint David and Saint Michel, county of Yamaska.

3566

PROVINCE OF QUEBEC

DEPARTMENT OF LANDS AND FOREST

Quebec, 8th August, 1914.

In conformity with articles 1623-1624 and 1625, of S. R. P. Q., 1909, permits to cut timber, will be offered at public auction, at the Department of Land and Forests, Quebec, on the 20th October, 1914.

Upper Ottawa

Designation of lands. Area in Square Miles.

River Ottawa Basin:	
Township Montanier, east.....	50
" Surimau, west.....	50
" Berand, west.....	50
" Chabert, east.....	50
" Landanet, west.....	50
River Harricana Basin:	
Township Suriman, east.....	50
" Fournier.....	100
" Dubuisson, north west.....	41
" Varsan.....	100
" Malartic.....	100
" Bourlamaque.....	75
" Senneville, east.....	50
" Sabourin, north.....	55
River Bell Basin:	
Township Pascalis.....	100
" Louvicourt.....	95
" Marrias.....	60
" Tillemont.....	100
" Vauquelin.....	25

Lower Ottawa

Rawdon and Chersey..... 16

Lake St-John West

River Petite Péribonka.....	125
River Alex.....	137½
Rivers Peribonka and Serpent.....	769½

Lake St-John East

Upper River aux Ecorces.....	141
Grand River Pikauba.....	90
Rivers du Moulin and Cyriac No. 1.....	21
" " " " No. 2.....	38
Upper River Ha! Ha!.....	23
Anse St-Jean A.....	63¼
Anse St-Jean B.....	5½
Townships Bourget, No. 2.....	20
" Simard, No. 2.....	10
" Harvey, No. 2.....	4
" Cimon, No. 2.....	1
" Falardeau, No. 61.....	9
" Sagard.....	20

Vallee de la Matapédia

Canton Causapscal	3½
" " No 2.....	9

Saint-Laurent de Matapédia

Rivière Assemetquagan	222
Petite rivière, Branche est, bloc A.....	13
Ruisseau Flat Lands No 2.....	3 3¼

Rimouski Ouest

Haut de la rivière Mistigouèche.....	45
--------------------------------------	----

Gaspé Ouest

Canton Taschereau.....	1½
" Cap Chat, rivière Sainte-Anne...	2 2⅓
" Tourelle, ruisseau Castor	1 1⅓
" Duchesnay, ruisseau Arbour.....	2 1¼
" Duchesnay, rivière Marsouins A...	5½
" Christie, rivière Marsouins, B.....	4½
" Christie, rivière à la Martre.....	3
" Christie, ruisseau Vallée.....	6

Bonaventure Ouest

Canton Carleton, rangs 3 à 7.....	10 1½
Rivière Escuminac No 7.....	6

Lac Saint-Jean Ouest

Rivière Samagua.....	287½
" au Rat.....	902
" Mistassibi.....	1287½

Lac Saint-Jean Nord-Ouest

Rivière Ashuapmouchouan	526
Rivières Ashuapmouchouan et du Chef..	2089

Conditions de l'enchère

Le permis sera adjugé au plus haut enchérisseur.

La prime d'adjutication est payable en trois versements égaux: le premier comptant, les deux ième dans un an et le dernier dans deux ans, avec intérêt au taux de 6% par an.

La rente foncière pour 1914-1915 est payable comptant.

Le gouvernement se réserve le droit de disposer, dans le territoire sous permis, des terrains nécessaires à l'exploitation et au développement, soit directement ou par dérivation, des pouvoirs hydrauliques.

Les concessionnaires de permis, dans les bassins des rivières au Rat, Mistassibi et Ashuapmouchouan devront, dans un délai de trois ans, fabriquer dans la Province de Québec, de la pulpe ou du papier avec le bois provenant de leurs terrains respectifs, en proportion de 5 tonnes par jour par 100 milles carrés et à cette fin pourront affermer les pouvoirs hydrauliques de ces rivières aux conditions ordinaires.

Le permis de coupe sera sujet aux lois et règlements des bois présents et à venir compatibles avec les conditions spéciales ici imposées.

Pour tout autre renseignement s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

1539 6 JULES ALLARD,
Ministre des Terres et Forêts.

Matapedia Valley

Township Causapscal.....	3½
" " No. 2.....	9

St-Laurent of Metapedia

River Assemetquagan	222
Little River, east branch	13
Flats Lands Brook, No. 2.....	3 3¼

Rimouski West

Upper River Mistigouèche.....	45
-------------------------------	----

Gaspé West.

Township Taschereau	1½
" Cap Chat, River Ste-Anne	2 2⅓
" Tourelle, Beaver Brook....	1 1⅓
" Duchesnay Arbour Brook...	2 1¼
" Duchesnay, Riv. Marsouins A	5½
" Christie, Riv. Marsouins B	4½
" Christie, Riv. à la Martre ..	3
" Christie, Vallee Brook ...	6

Bonaventure West

Township Carleton, ranges 3 to 7.....	10 1½
River Escuminac, No. 7.....	6

Lake St-John West

River Samagua.....	287½
" Mistassibi.....	1287½
" au Rat	902

Lake St-John North West

River Ashuapmouchouan.....	526
Riv. Ashuapmouchouan and du Chef..	2089

Conditions of the Auction

Permits will be adjudged to highest bidder.

The price of adjudication is payable in three equal instalments; the first cash, the second in twelve months and the last in two years, with interest at the rate of 6% per annum.

The ground rent for 1914-15, is payable in advance.

The Government reserves the right to dispose, in the territory under permit, of the lands required for the exploitation and development, directly or by diversion, of the water power.

The grantees of permits, in the Basins of rivers au Rat, Mistassibi and Ashuapmouchouan, shall, within a delay of three (3) years, manufacture in the Province of Quebec, with the timber taken from their respective lands, pulp or paper in the proportion of five (5) tons per day per 100 square miles, and to this end may acquire the water powers of these rivers on the usual conditions.

The permit to cut will be subject to the laws and regulations now in force, or to be enacted in future consistent with the special condition now imposed.

Further informations may be obtained from the Department of Lands and Forest, at Quebec.

1540 JULES ALLARD,
Minister of Lands and Forests.

ERRATUM

No 420-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 10 août 1914.

L'avis paru à la page 1861 de la Gazette officielle (1er août 1914) concernant la nomination de deux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Côte Visitation, comté d'Hochelaga et de Maisonneuve, doit être considéré comme nul et non avenue.

3625

Avis

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.

AVIS POUR RATIFICATION DE TITRE.

Avis est par le présent donné que la corporation du village de Roxton Falls, dit district, par acte de vente fait et passé devant Mtre P. A. Séguin, N. P., le 29 juillet 1914, en la cité et le district de Montréal, a acheté l'immeuble connu et désigné comme étant le lot No 154 du cadastre du dit village de Roxton Falls, de MM. François Régis Vinet et Pierre Henri Dufresne, comptables, en la dite cité de Montréal, en leur qualité de liquidateurs de "The Poirier Chairs & Caskets Co. Ltd", de Roxton Falls, susdit, et que copie du dit acte de vente a été déposé entre les mains des dits Vinet & Dufresne, à leur bureau, No 99, rue Saint-Jacques, à Montréal susdit, ainsi que le certificat du registraire du comté de Shefford touchant le dit lot No 154 de Cadastre de Roxton Falls, suivant les exigences de l'article 7553 des Statuts Refondus de la province de Québec.

Les possesseurs et propriétaires du dit immeuble, pendant les trois dernières années, avant la dite corporation de Roxton Falls, furent "The Poirier Chair & Casket Co. Ltd", maintenant en liquidation, et avant la dite compagnie, Wilfrid Poirier, industriel, du dit village de Roxton Falls.

F. X. A. GIROUX,

Avocat de la dite corporation,
du village de Roxton Falls.

Sweetsburg, 6 août 1914.

3709

Avis Divers

Montréal, 4 août 1914.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie "Hull Electric Company" aura lieu au bureau chef de la compagnie, en la cité de Montréal, Qué., mercredi, le deuxième jour de septembre, 1914, à 2.30 de l'après-midi, aux fins de recevoir le rapport des directeurs pour l'année écoulée et pour l'expédition de toutes affaires de la compétence de cette assemblée.

ALBERT E. ROBERTSON,
Secrétaire suppléant.

3711

ERRATUM

No. 420-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 10th August, 1914.

The notice published on page 1861 of the official Gazette (1st August, 1914) respecting the appointment of two school commissioners for the school municipality of Côte Visitation, counties of Hochelaga and Maisonneuve, must be considered as null and void.

3626

Notice

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford

NOTICE FOR CONFIRMATION OF TITLE

Notice is hereby given that the corporation of the village of Roxton Falls, aforesaid district, by deed of sale made and executed before P. A. Séguin, Esq., N. P., on the 29th July, 1914, in the city and district of Montreal, has purchased the immoveable known and designated as being the lot No. 154, of the cadastre of the said village of Roxton Falls, from Messrs. François Régis Vinet and Pierre Henri Dufresne, accountants, of the city of Montreal, in their capacity of liquidators of "The Poirier Chairs and Casket Co. Ltd", of Roxton Falls aforesaid, and that a copy of the said deed of sale has been deposited with the said Vinet & Dufresne, at their office, No. 99, Saint James street, Montreal aforesaid, with the certificate of the registrar of the county of Shefford, respecting the said lot No. 154 of the cadastre of Roxton Falls, according to the provisions of article 7553 of the Revised Statutes of the province of Quebec.

The holders and proprietors of the said immoveable, during the last three years, before the said corporation of Roxton Falls, were "The Poirier Chair & Casket Co. Ltd", now in liquidation, and before the said company, Wilfrid Poirier, manufacturer of the said village of Roxton Falls.

F. X. A. GIROUX,

Attorney for the said corporation
of the village of Roxton Falls.

Sweetsburg, 6th August, 1914.

3701

Miscellaneous Notices

4th August 1914.

The annual general meeting of the shareholders of the "Hull Electric Company" will be held at the head office of the company in the city of Montreal Que., on Wednesday, the 2nd day of September, 1914, at 2.30 p. m., for the purpose of receiving the report of the directors for the past year and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

ALBERT E. ROBERTSON,
Acting secretary.

3712

17 Aout 1914

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Chicoutimi.
No 4523.

Dame Emélie Tremblay, épouse commune en biens de Ernest Tremblay, marchand, de Jonquières et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Ernest Tremblay, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause le 11 juillet 1914.

ONESIME TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.

Chicoutimi, 1er août 1914. 3563-2

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal,
No 4010.

Dame Blanche Migneron, des cité et dis ict de Montréal, épouse commune en biens de Aldéric Saint-Cyr, marchand-tailleur du même endroit, Demande esse;

vs

Aldéric Saint-Cyr, du même endroit, Défendeur.

Une act on en séparation de biens a été instituée ce jour.

LAMOTHE, SAINT-JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 22 juillet 1914. 3447-3

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 4318. Dame Blanche Lari-
vière, épouse commune en biens de Emile H. Brunet, agent, de la ville de Lachine, district de Montréal, Demanderesse, vs le dit Emile H. Brunet, Défendeur

Une action en séparation de biens a été instituée le 14ème jour de juillet 1914.

LEBLANC, BROSSARD,
ZOREST & LALONDE,
Procureurs de la demanderesse

Montréal, 23 juillet 1914 3431-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 57.

Dame Zélia Villemure, de la paroisse de Saint-Barnabé, épouse de Joseph Villemure, comptable, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Joseph Villemure, Défendeur
Une action en séparat on de biens a été instituée en cette cause, le vingt-deuxième jour de juillet 1914.

DESY & LANGLOIS,
Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 22 juillet 1914. 3433-3

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1865.

Dame Léontine Campeau, épouse de Ovila Séguin, hôtelier, des cité et district de Montréal, Demanderesse; vs Le dit Ovila Séguin, Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, instituée une action en séparation de biens contre le défendeur.

J. A. DAVID,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 16 juillet 1914. 3331-4

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Chicoutimi.
No. 4523.

Dame Emélie Tremblay, wife common as to property of Ernest Tremblay, merchant, of Jonquière, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Ernest Tremblay, Defendant.
An action for separtaion as to property has been instituted in this case the 11th of July, 1914.

ONESIME TREMBLAY,
Attorney for Plaintiff.

Chicoutimi, 1st August, 1914. 3564

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montréal,
No 4010

Dame Blanche Miqueron, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Alderic Saint Cyr, merchant tailor, of the same place Plaintiff;

vs

Aldéric Sa nt Cyr, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has this day been instituted.

LAMOTHE, SAINT-JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 22nd July, 1914. 3448

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 4318. Dame Blanche Lari-
vière, of the town of La hine, district of Montreal, wife common as to prop rty of Emile H. Brunet, agent, of the same place, Plaintiff, vs the said Emile H. Brunet, Defenda it.

An action in separation as to property has been instituted on the 14th day of July, 1914.

LEBLANC, BR OSSARD,
ZOREST & LALONDE,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 23rd July, 1914. 3432

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 57.

Dame Zélia Vilemure, of the parish of Saint Bar iabé, wife of Joseph Villemure, accountant, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Joseph Villemure, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the twenty second day of Ju y, 1014.

DESY & LANGLOIS,
Attorneys for p a ntiff

Three Rivers, 22nd July, 1914. 3434

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1865.

Dame Léontine Campeau, wife of Ovila Séguin, hotel-keeper, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs The said Ovila Seguin, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the Defen-
dant.

J. A. DAVID,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 16th July, 1914. 3332

Dans la Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.
No 279.

Dame Clara Fisette, de Sherbrooke, épouse
de Cyrille Lemay, agent voyageur, dûment
autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Cyrille Lemay, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le vingt-sixième jour de décembre
1913.

J. H. LEMAY,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 20 juillet 1914. 3369-4

Avis public est par le présent donné que les
syndics du cimetière de Griffin, à Griffin, dans le
canton de Stanstead, P. Q., s'adresseront au
lieutenant-gouverneur de la province de Québec,
pour incorporation sous le nom de "Griffin Hill
Cemetery Company", conformément à la loi des
cimetières.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,
Pour les dits syndics.
Stanstead, P. Q., 6 juillet 1914. 3135-6

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 4141.

Dame Philomène Rousseau, épouse commune en
biens de Thomas Dancause, entrepreneur, de
la cité de Lachine, dans le district de Montréal,
Demanderesse; vs le dit Thomas Dancause,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3205-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 1416.

Dame Evéline Goyer, de la cité de Lachine, dans
le district de Montréal, épouse commune en
biens de Hormisdas Rabeau, du même lieu,
marchand, Demanderesse; vs le dit Hormisdas
Rabeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3201-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Arthabaska.
No 252.

Dame Salomé Richard, de la paroisse de Saint-
Samuel de Horton, épouse commune en biens
de Lucien Levasseur, cultivateur, de la dite
paroisse de Saint-Samuel de Horton et dûment
autorisée à ester en justice en la présente cause
par le protonotaire de ce district en l'absence
du juge, Demanderesse;

vs

Le dit Lucien Levasseur, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 27 juillet 1914. 3545-3

In the Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.
No. 279.

Dame Clara Fisette, of Sherbrooke, wife of
Cyrille Lemay, travelling agent, duly autho-
rized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Cyrille Lemay, Defendant.
An action for separation as to property has
been instituted in this case on the twenty sixth
day of December 1913.

J. H. LEMAY,
Attorney for the Plaintiff.
Sherbrooke, 20th July, 1914. 3370

Public notice is hereby given that the trustees
of the Cemetery, at Griffin, in the township of
Stanstead, P. Q., will apply to the Lieutenant
Governor of the province of Quebec, for incorpo-
ration, under the name of the "Griffin Hill
Cemetery Company", pursuant to the cemeteries
Act.

CHAS. M. THOMAS, N. P.,
For said trustees
Stanstead, P. Q., 6th July, 1914. 3136

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No 4141.

Dame Philomène Rousseau, wife common as to
property of Thomas Dancause, contractor,
of the city of Lachine, in the district of Montreal,
Plaintiff; vs The said Thomas Dancause,
Defendant.

An action for separation as to property has been
instituted in this case, against the Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July 1914. 3206

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 1416.

Dame Evéline Goyer, of the city of Lachine, in
the district of Montreal, wife common as to
property of Hormisdas Rabeau, of the same
place, merchant, Plaintiff; vs the said Hormis-
das Rabeau, Defendant.

An action for separation as to property has been
instituted in this case, this day, against the
Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1914. 3202

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Arthabaska.
No. 252.

Dame Salomé Richard, of the parish of Saint
Samuel of Horton, wife common as to property
of Lucien Levasseur, farmer, of said parish of
Saint Samuel of Horton, duly authorized
à ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Lucien Levasseur, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted this day by the Plaintiff against the
defendant.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for Plaintiff.
Arthabaska, this 27th day of July, 1914. 3546

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, épouse légalement commune en biens de Joseph St-Jean, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, marchands-épiciers, Demanderesse vs le dit Joseph St-Jean, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

A. JASMIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 juillet 1914. 3203-5

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
Dame Albertine Chartier, épouse de Frédéric Geoffrion, forgeron, de la ville de Magog, dans le district de Saint-François dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Frédéric Geoffrion, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le cinquième jour de juin 1914.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 16 juin 1914. 3305-5

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Herbert Bruce Cassidy, Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le susdit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, a Montréal.

ALEXANDER BURNETT,
Gardien provisoire subrogé.
Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 8 août 1914. 3703

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Pontiac,
No. 1471.
In re William T. B. Conn, "Conn & Cie", Fort Coulonge, P. Q., Absent.

Avis est donné que le trente juillet 1914, j'ai été nommé par la cour, gardien provisoire aux biens du dit absent.

H. LAROCQUE,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 15 août 1914. 3735

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re J. C. Saulnier "J. C. Saulnier & Son", Failli.

Avis est par les présentes donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende, sera ouvert à contestation, jusqu'au 31ème jour d'août, 1914.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.
No 60 rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 10 août 1914. 3707

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 4232.

Dame Constantine Marleau, wife legally common as to property of Joseph St-Jean, of the city of Lachine, in the district of Montreal, grocers-merchant, Plaintiff; vs the said Joseph St-Jean, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, this day, against the Defendant.

A. JASMIN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 9th July, 1914. 3204

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
Dame Albertine Chartier, wife of Frédéric Geoffrion, blacksmith, of the town of Magog, in the district of Saint Francis, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; as The said Frédéric Geoffrion, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, in the fifth day of June, 1914.

O'BRADY & PANNETON,
Attorneys for the plaintiff.
Sherbrooke, 16th July, 1914. 3306

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Herbert Bruce Cassidy, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the prothonotary's office in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ALEXANDER BURNETT,
Deputy Provincial Guardian.
Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 8th August, 1914. 3704

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Pontiac.
No. 1471.
In re William T. B. Conn "Conn & Co.," Fort Coulonge, P. Q., Absentee.

Notice is hereby given taht on the 30th July, I was appointed by the court, provisional guardian to the estate of the above named absentee.

H. LAROCQUE,
99 Saint James street.
Montreal, 15th August, 1914. 3736

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re J. C. Saulnier "J. C. Saulnier & Son", Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, which will be open to objection until the 31st August, 1914.

ALEXANDRE DESMARTEAA,
Curator.
No. 60 Notre-Dame East street, Montreal.
Montreal, 10th August, 1914. 3708

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 210.

In re Bshara Bros., Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure rendu ce cinquième jour d'août 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens des faillis ci-dessus nommés.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,

Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame est.
Montréal, 6 août 1914. 3717

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re J. Astrofsky "Montreal Furniture Exchange", Failli;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été ce jour nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées devront être produites dans les trente jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60 rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 10 août 1914. 3705

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Leiter Brothers, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le cinquième jour d'août 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens des faillis ci-dessus nommés.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis sont priées de nous les produire dûment assermentées, sous trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Chambre 24, 55 rue Saint-François-Xavier,
Montréal. 3713

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.

No 5657

Dans l'affaire de Félix Olivier Timoléon Lamarche, faisant affaires à Berthier sous la raison sociale de "F. C. Lamarche, Enregistré"

Débiteur insolvable;

et

J. A. Roméo Marcoux,

Créancier requérant assignation.

Avis est par le présent donné, que le dit débiteur a fait, le quatre courant, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sorel, dit district.

Donné ce 5 août, 1914.

M. A. L. AUBIN,
Gardien provisoire.

3699

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 210.

In re Bshara Bros., Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 5th day of August, 1914, the undersigned have been named curators of the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed in our hands within 30 days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,

Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street east.
Montreal, 6th August, 1914. 3718

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re J. Astrofsky "Montreal Furniture Exchange", Insolvent;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that by order of this court, I was, this day, appointed curator to the property of the above insolvent.

Sworn claims must be filed with me within thirty days so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60 Notre-Dame East street, Montreal.
Montreal, 10th August, 1914. 3706

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Leiter Brothers, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the fifth day of August, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within thirty days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint curators.

Room 24, 55 Saint-François-Xavier street,
Montreal. 3714

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.

No. 5657.

In the matter of Félix Olivier Timoleon Lamarche, carrying on business at Berthier under the firm name of "F. O. Lamarche, Enregistré", Insolvent debtor;

and

J. A. Roméo Marcoux,

Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, on the fourth instant, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors at the office of the protonotary of the superior court, at Sorel, aforesaid district.

Given on the 5th August, 1914.

M. A. L. AUBIN,
Provisional guardian.

3700

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 197.

In re Meyers Shoe Company, Failli.
Avis est donné que le troisième jour d'août 1914, par un jugement de la cour supérieure du district de Montréal, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites sous trente jours de cette date.

GOSDAVA LEATH,
Curateur.

Bureau de P. L. Ross & Sons,
Comptables licenciés,
142 rue Notre-Dame Ouest.
Montréal, 7 août 1914. 3715

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 232.

In re Salim Nemey, Montréal, Failli.
Avis est par le présent donné que le sus-dit failli, le 7ème jour d'août 1914, a fait une cession volontaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du prothonotaire de la cour supérieure, pour le district de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Dép. gardien provisoire.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame est.
Montréal, le 7 août 1914. 3667

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu,
No 5658.

Dame Eugénie Labelle, faisant affaires, à Sorel, district de Richelieu, comme marchande générale, sous les noms et raison sociale de Cyrille Labelle & Cie,

Créancière réclamant cession;

vs

Jean-Baptiste Giguère, junior, du village de Massueville, district de Richelieu,
Défendeur insolvable.

Avis est par le présent donné que le débiteur insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du Prothonotaire de la Cour Supérieure, à Sorel, district de Richelieu.

ADELARD C. TREMPÉ,
Gardien provisoire.

Sorel, 7 août 1914. 3669

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,

In re La succession vacante de feu John Currie.
Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été déclaré dans cette affaire et sera sujet à objection à mon bureau No 142, rue Notre-Dame ouest, Montréal, jusqu'au 17 août 1914, après lequel jour le dividende sera payable.

GORDOVA SEATH,
Curateur.

de la succession vacante de feu John Currie.
(Currie Bros.)

Bureau de P. S. Ross & Sons,
Comptables licenciés,
142, rue Notre-Dame ouest.
Montréal, 7 août 1914. 3719

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 197.

In re Meyers Shoe Company, Insolvents.
Notice is hereby given that on the 3rd day of August, 1914, the undersigned was appointed by judgment of the superior court for the district of Montreal, curator to the goods and effects of the said Meyers Shoe Company, which made an abandonment of its property for the benefit of its creditors.

Sworn claims must be filed with the undersigned within thirty days from date hereof.

GOSDAVA LEATH,
Curator.

Office of P. S. Ross & Sons,
Chartered accountants,
142 Notre-Dame street West.
Montreal, 7th August, 1914. 3716

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 232.

In re Salim Nemey, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that the above named insolvent has this 7th day of August, 1914, made a judicial abandonment of all his property for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Dep. Pro. Guardian.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street east.
Montreal, 7th August, 1914. 3668

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu,
No. 5658.

Dame Eugène Labelle, carrying on business at Sorel, district of Richelieu, as general merchant, under the firm name and style of Cyrille Labelle & Cie,

Creditor-Petitioner for assignment;

vs

Jean Baptiste Giguère, junior, of the village of Massueville, district of Richelieu,
Insolvent Debtor.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at Sorel, district of Richelieu.

ADELARD C. TREMPÉ,
Provisional Guardian.

Sorel, 7th August, 1914. 3670

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re vacant estate late John Currie.

Notice is hereby given that a first dividend has been declared in the matter and will be open to objection at my office, No. 142, Notre Dame street west, Montreal, until the 17th day of August, 1914, after which date dividends will be paid.

GORDOVA SEATH,
Curator.

vacant estate late John Currie.
(Currie Bros.)

Office of P. S. Ross & Sons,
Chartered Accountants,
142, Notre Dame street west.
Montreal, 7th August, 1914. 3720

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 213.

In re Azarie Belair, Montréal, Insolvable.
Avis est donné que le 4 août 1914, le dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

VINET & DUFRESNE,
Sub-gardiens provisoires.

99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 15 août 1914. 3701

Cour Supérieure.

No 367.

In re J. N. O. Clément, manufacturier, Trois-Rivières.

Avis est donné que le sept août 1914, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit J. N. O. Clément, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

L. G. PELLERIN,
Curateur.

Trois-Rivières, 11 août 1914. 3753

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 2663.

Re Geo. Trakas, marchand, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a, le 11ème jour d'août 1914, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Québec, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,
Gardiens Provisoires.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre.
Québec, 12 août 1914. 3751

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re L. Bassock, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 12 août 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont priées de les produire, dûment assermentées, sous 30 jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 12 août 1914. 3757

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Aysias Goora, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 12 août 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont priées de les produire, dûment assermentées, sous 30 jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 12 août 1914. 3759

Superior Court.

Province of Quebec
District of Montreal.

No. 113.

In re Azarie Belair, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that on the 4th August, 1914, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Montreal as provided by law.

VINET & DUFRESNE,
Sub-provisional guardian.

99 Saint James street
Montreal, 15th August 1914. 3702

Superior Court.

No. 367.

In re J. N. O. Clément, manufacturer, Three Rivers,

Notice is hereby given that on the seventh August, 1914, the undersigned was, by an order of the Court, appointed curator to the property of the said J. N. O. Clément, who has made an assignment of his assets for the benefit of his creditors.

The sworn claims must be filed with me within thirty days from the date of this notice.

L. G. PELLERIN,
Curator.

Three Rivers, 11th August, 1914. 3754

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 2663.

Re Geo. Trakas, merchant, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, on August 11th, 1914, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors at the office of the Prothonotary of the Superior Court at Quebec, according to law.

LARUE & TRUDEL,
Provisional Guardians.

Offices: "Dominion Building",
126, Saint Peter street.
Quebec, 12th August, 1914. 3752

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re L. Bassock, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of August, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Montreal, 12th August, 1914. 3758

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Aysias Goora, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of August, 1914, we were appointed joint curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Montreal, 12th August, 1914. 3760

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Beauharnois.

In re J. Aldéric Leduc & Jules Leduc, (Leduc
& Frère), Valleyfield, Faillis.

Avis est par la présente donné que le 5ième
jour du mois d'août 1914, suivant jugement
rendu par la cour supérieure du district de Beauharnois, j'ai été nommé curateur aux biens des
susdits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations doi-
vent les produire entre mes mains, dûment asser-
mentée, sous 30 jours de cette date.

G. E. MARTIN,
Curateur.

211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 12 août 1914.

3755

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 1178.

Re La Cie d'Hôtel Saint-Roch, Ltée., Québec,
En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement rendu le 12 août 1914, par l'honorable
juge en chef F. X. Lemieux, nous avons été
nommés liquidateurs et MM. P. A. Lamonde,
entrepreneur, A. Masson, jr., restaurateur, Louis
Drouin, gérant de la Banque, Louis Létourneau,
négociant, Raoul R. Bergevin, marchand, inspec-
teur aux biens de la dite liquidation.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
la dite compagnie sont requises de les produire
dûment attestées sous serment le ou avant le 15
septembre 1914.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Edifice "Dominion,"
126, rue Saint-Pierre.
Québec, 15 août 1914.

3765

*En liquidation**D'APRES L'ACTE DES LIQUIDATIONS.*

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 903.

Re La Cie de Pulpe Dalmas,

En liquidation.

Avis est par le présent donné que suivant
ordonnance, rendue le 29ème jour de juin 1914,
par Son Honneur le juge McCorkill, nous ven-
drons à nos bureaux, Dominion Building, rue
Saint-Pierre, à Québec, par encan public, MARDI
le 18 AOÛT 1914, à 10.30 hrs a. m.

1. Canton Dolbeau, 2ème rang, lots 21-1 à
21-213, 22-1 à 22-231, y compris 168 A et 224 A,
23-1 à 23-232 avec la chute et le barrage vis-à-vis
les dits lots 21 et 22, formant le pouvoir d'eau.

2. Canton Dolbeau, 4ème rang, lots 24, 25 et
26 comprenant le site du moulin et les pouvoirs
hydrauliques de la chute blanche sur la petite
rivière Péribonka en front et vis-à-vis les dits
lots.

3. Une étendue de terrain entre le lac des
Cypres et le Lac Long territoire non organisé du
Lac Saint-Jean, superficie environ 60 acres.

4. Une étendue de terrain sur la rivière des
Aigles, même territoire, environ 80 acres.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

In re J. Aldéric Leduc & Jules Leduc (Leduc
& Frère), Valleyfield, Insolvents.

Notice is hereby given that on the 5th day of
August, 1914, pursuant to a judgment rendered
by the Superior Court of the district of Beauhar-
nois, I was appointed curator to the property of
the above insolvents.

All persons having claims against the said
insolvents are requested to file same with me,
duly attested under oath, within 30 days from
date.

G. E. MARTIN,
Curator.

211, McGill street, Montreal.
Montreal, 12th August, 1914.

3756

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 1178.

Re "La Cie d'Hôtel Saint-Roch, Ltée", Québec,
In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judg-
ment rendered on August 12th, 1914, by Hono-
rable Chief Justice F. X. Lemieux, we have been
appointed liquidators and Messrs. P. A. Lamonde,
contractor, A. Masson, jr., hotel-keeper, Louis
Drouin, bank manager, Louis Létourneau
and Raoul R. Bergevin, merchants, inspectors
to the assets of the said liquidation.

All parties having claims against the said com-
pany are requested to file same duly attested
under oath on or before September 15th, 1914.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices: "Dominion Building",
126, Saint Peter street.
Quebec, 15th August, 1914.

3766

*In Liquidation**UNDER THE WINDING UP ACT.*

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 903.

Re La Compagnie de Pulpe Dalmas,

In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to judg-
ment rendered 29th June, 1914, by His Lordship
McCorkill, we will sell at our offices, Dominion
Building, Saint Peter street, at Quebec, by
public auction, TUESDAY 18th AUGUST, 1914,
at 10.30 o'clock a. m.

1. Township of Dolbeau, second range. Lots
21-1 to 21-213, 22-1 to 22-231 including 168 A
and 224 A 23-1 to 23-232, with falls and the barra-
ge opposite lots 21 and 22 forming the water
power.

2. Township of Dolbeau, fourth range. Lots
24, 25 and 26 including the mill site and the
water powers of the Chute Blanche on the
Little Peribonka river, in front and opposite
the said lots.

3. A stretch of land between Lacs des Cypres
and Lac Long, unorganized territory of Lake
Saint John district, having a superficies of about
60 acres.

4. A stretch of land on Rivière des Aigles,
same territory having a superficies of about 80
acres.

5. Le droit de se servir des eaux dans la rivière et du lac des Aigles et du lac Long pour les déverser dans le lac des Cyprès affluant de la rivière Petite Péribonka, pour en augmenter le pouvoir d'eau et la force hydraulique et le droit de faire à cette fin les travaux du barrage et creusement sur les terrains ci-haut mentionnés.

6. Les lots de terrains aujourd'hui connus comme étant les numéros 17-1 et 17-2, cinquième rang, canton Dalmas, Lac Saint-Jean, superficies 7 à 8 acres—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; aussi tous les droits que la compagnie peut avoir sur toutes autres parties du dit lot 17 notamment: 7 novembre 1900, vente Guay à Cie Pulpe Péribonka, 225 pieds, ligne nord-ouest par 50 pieds ligne S.-est à prendre de la petite rivière Péribonka, ou la ligne droite sera tirée allant à l'autre ligne où elle se termine à 225 pieds de la dite rivière. 29 octobre 1901, vente Guay à Cie de Pulpe Péribonka, 125 pieds, front sur 100 pieds, profondeur vers le sud-ouest à la rivière petite Péribonka et 5 arpents en superficie sans comprendre le chemin public qui le coupe, et deux emplacements vendus à Jules Bergeron et François Dallaire; borné en front vers l'ouest et le sud-ouest à la Cie Péribonka ou ses successeurs, vers le sud-est à 150 pieds de la ligne sud-est du dit lot de terre en profondeur vers l'est au dit Philémon Guay ou ses successeurs, c'est-à-dire au trait carré avec les lignes du dit lot de terre comme sous le numéro 17 et vers le nord à la ligne nord d'icelui lot de terre. 1er avril 1904, Philémon Guay, ayant vendu deux terrains à Jean Bouchard et Célestin Morin, qu'il avait déjà vendu à la Cie de Pulpe Péribonka donne en échange. A. Un morceau de terrain situé sur le côté nord du lot 17; borné en front à l'ouest par la rivière petite Péribonka, au sud par terrain de la Cie, à l'est par le terrain ci-après décrit, au nord par la ligne entre les lots 17 et 18. B. Un morceau de terrain borné à l'ouest par terrain en premier lieu décrit, au sud par terrain de la compagnie et à l'est par une ligne tirée et bornée par arpenteur, dont l'extrémité est à 345 pieds de la rivière Petite Péribonka.

7. Un emplacement étant partie du lot 4, 7ème rang Dalmas, acquis le 12 février 1913, de Jos. Simard, devant Come L. A. Morisset, N. P.

8. Licence de droit de coupe, limité, canton Dolbeau No 1, payée au 30 juin 1914: 1er rang lots Nos 9 et 10; 2ème rang Nos 7, 8, 9, 11, 12 et 14; 3ème rang Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18 et 19; 4ème rang, Nos 1 à 22; 5ème rang Nos. 1 à 9, 14, 16 et 17; Superficie 9 5/6 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

9. Licence de droit de coupe, limité payée au 30 juin 1914: 2ème rang nord du Lac Saint-Jean, No 4, superficie 25 milles carrés plus ou moins; 3ème rang nord du Lac Saint-Jean No 4, super-

ficie 18 milles carrés plus ou moins; Droits de coupe payés au 30 juin 1914.

Conditions: 25% sur adjudication, la balance payable lors de la signature de l'acte d'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours et portera intérêt à 6% du jour de la vente. Les charges de transfert seront payables par l'acheteur.

L'acquéreur aura à en prendre possession et titre de suite mais devra en donner gratuitement l'usage des moulins à l'acheteur des billots pendant quatre mois de la date de la vente, de même que le droit de loger son bois ou sa pulpe sur les terrains avoisinants à au moins 200 pieds du moulin à pulpe.

Les propriétés ci-dessus comprennent toutes

5. The right to use the water of the river and of Lake des Aigles and of Lake Long running it into Lake des Cyprès where it flows into the river Petite Péribonka to increase the water power and its hydraulic force and the right to make for that purpose all works of barrage and excavation on lots above mentioned.

6. Lots of land to day known and described as lots No. 17-1 and 17-2, fifth range, township of Dalmas, Lake Saint John, superficies 7 to 8 acres—with building thereon erected, circumstances and dependencies, also all or any rights which the Company may have on any other portion of said lot No. 17 and acquired as under. 17th November, 1900. Sale Guay to Peribonka Pulp Co., 225 ft, north west line by 50 ft. in line south east from river Petite Péribonka, where a straight line runs to the other line where it ends at 225 ft. from said river. 29th October, 1901. Sale Guay to Peribonka Pulp, Co., 125 ft. frontage by 100 ft. in depth forwards the south west bounded by River Petite Péribonka, having 5 arpents in superficies not including the public road which crosses the land and two emplacements sold to Julius Bergeron and François Dallaire; bounded in front towards the west and south west by the Peribonka Pulp Co., or its representatives, towards the south east at 150 ft. of the south eastern line of said lot in depth towards the east to Philémon Guay or his successors, that is at the *trait carré* with the lines of said lot of land known as No. 17 and towards the north by the northern line of said lot. 1st April, 1904, Philémon Guay, having sold two lots of land to Jean Bouchard and Célestin Morin, lands already sold to the Peribonka Pulp Co., gives in exchange. A. A piece of ground situated on northern site of lot No. 17. bounded in front at the west by river Petite Péribonka at the south by the Company's property at the east by the piece of land described hereafter and at the north by the durning line between lots 17 and 18. B. A piece of ground bounded at the west by lot described in first place. at the south by the Company's property, and at the east by a line drawn and fixed by a surveyor whose extremity is at 345 ft. river Petite Péribonka.

7. A plot of land being part of lot 4 of the seventh range of Dalmas, township acquired 12th February, 1913, from Jos. Simard, before Come L. A. Morisset, N. P.

8. License to stumpage rights on limit No. 1 of Dolbeau township, paid to 30th June, 1914, being: 1st range lots 9 and 10; 2nd range lots 7, 8, 9, 11, 12 and 14; 3rd range lots, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19; 4th range lot, 1 to 22; 5th range lot, 1 to 9, 14, 16 and 17; Superficie 9 5/6 sq. miles, more or less; Stumpage dues paid to 30th June, 1914.

9. License to stumpage rights paid to 30th June, 1914, on limits; 2nd range Lake Saint John north, No. 4, 25sq. miles, more or less; 3rd range Lake Saint John north, No. 4, 18 sq.

miles, more or less; Stumpage due after to 30th June 1914.

Conditions.—25% on adjudication, balance at the time of signing the deed which must not exceed 30 days, bearing interest 6% from date of sale. The department transfer charges payable by purchaser. Purchasers of pulp mill and saw mill will at once take possession and title but will have to allow the free use of the mills to the purchaser of the logs, for four months from date of sale as also the right to use surrounding lands to store his lumber and pulp, at least 200 ft. distance from the pulp mill.

The above properties include all buildings and

les bâtisses et dépendances construites sur les lots ci-dessus, comprenant, maisons, dalle de vingt pieds de largeur, machine shop, quai, moulin à pulpe et ses machineries et outillage et le moulin à scie et ses machineries.

La dite vente est faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de ventes et des titres et le certificat d'enregistrement sont déposés à nos bureaux où ils peuvent être examinés.

La vente se fera en bloc.

Les personnes suivantes ont possédé les immeubles pendant les trois dernières années.

Compagnie de Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Bureaux: 126, rue Saint-Pierre, Québec.

LS. DESCHENE,
Commissaire-Priseur.

3249-5

constructions therein erected including seven houses. Canal of 20 ft. width, machine shop, wharf pulp mill, its machinery and tools and the saw mill with its machinery.

This sale is made under the authority and in conformity with articles 7552 and following of the Revised Statutes, of Quebec, 1909, and will have the same effect as if made by the sheriff (*effet du décret*).

Copies of the deeds and the registry office's certificate are deposited, at our offices where they can be examined.

The sale will be made *en bloc*.

The following persons, have since the last three years, owned the properties.

Cie Pulpe Dalmas.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Offices: 126, Saint Peter street, Quebec,

LS. DESCHENES,
Auctioneer.

3250

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Québec,
No 382.

Joseph Faucher,

Demandeur;

vs

Jérémie Faucher,

Défendeur.

Le seizième jour de juin mil neuf cent quatorze, sur l'ordre de l'honorable juge Cannon, donné ce jour, sur l'allégation de l'insolvabilité du dit Jérémie Faucher, de la paroisse de Saint-Patrice de Beaurivage, dans le comté de Lotbinière, défendeur, les créanciers du dit défendeur qui n'ont pas encore produit leur réclamation, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Protonotaire de la cour supérieure, pour ce district dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure Civile.

AMD. ROBITAILLE,
P. C. S.

3749

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure,
The Hon. Attorney General,

Demandeur;

vs

Thomas J. Mill,

Défendeur;

et

George McKean,

Opposant.

Le troisième jour d'août 1914.

Vu que l'insolvabilité du défendeur est alléguée, il est ordonné par le présent, aux créanciers du dit défendeur, par le protonotaire de cette cour, agissant en l'absence du juge, de produire leurs réclamations respectives assermentées, dans les quinze jours de la première insertion de cet avis.

MAQUIRE & BLANCHET,
P. S. C.

3623-2

Order of the Court

Superior Court.

Quebec,
No. 382.

Joseph Faucher,

Plaintiff;

vs

Jérémie Faucher,

Defendant.

On the sixteenth day of June, one thousand nine hundred and fourteen, pursuant to an order of the Honourable Judge Cannon, given this day, seeing the allegation of the insolvency of the said Jérémie Faucher, of the parish of Saint Patrice, de Beaurivage, in the county of Lotbinière, defendant, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims are now called upon to file the same at the office of the Prothonotary of the Superior Court, for this district, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, in accordance with articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

AMD. ROBITAILLE,
P. S. C.

3750

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure,
The Hon. Attorney General,

Plaintiff;

vs

Thomas J. Mill,

Defendant;

and

George McKean,

Opposant.

The third day of August, 1914.

Seeing that the insolvency of the defendant is alleged it is hereby ordered by the prothonotary of this court, acting in the absence of the judge, that the creditors of the said defendant file their respective sworn claims within fifteen days from the first insertion of this notice.

MAQUIRE & BLANCHET,
P. S. C.

3624

Licitations

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3667.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, vingt-sept avril, mil neuf cent quatorze, dans une cause portant le No 3667, dans laquelle Dame Virginie Landry, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Léonidas Bessette, contre-maitre du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée aux présentes, et le dit Léonidas Bessette, partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, est demanderesse; et Edmond Aumond, Joseph Aumond, Zénon Aumond, Mathilde Aumond, épouse de J. B. Laurier, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes, tous cinq de la cité et du district de Montréal; Zéphirine Aumond, fille majeure et usant de ses droits, Zoé Aumond, épouse de J. E. Emile Forest, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes; Joseph Aumond et Edmond, ces cinq derniers de la paroisse de Saint-Jacques l'Achigan, dans le district de Joliette; Maxime Aumond, de la paroisse de Saint-Paul-l'Ermite, dit district, Egide Aumond, de la paroisse de Saint-Lin, dit district, Denis Aumond, Delima Aumond, épouse de Joseph Dupuis et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, et Ignace Aumond, fils, ces quatre derniers de la paroisse de Saint-Alexis, dit district de Joliette; Alphonse Beaudry, de South Junction, dans la province de Manitoba, Canada; Rose-Délina Beaudry, de Saint-Joseph, dans la dite province de Manitoba, épouse de John L. Gooler, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; Zephers Beaudry, de Saskatoon, dans la province de Saskatchewan, Canada, épouse de Joseph Loranger, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; Emélie Beaudry, de Argyle, dans l'état du Minnesota, l'un des états-unis de l'Amérique, épouse de Eldredge Labine, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; Régina Beaudry, de North Dakota, l'un des états-unis de l'Amérique, épouse de Israel Jarvis, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, et Ida Beaudry, de Stephens, dans l'état de Minnesota, l'un des états-unis de l'Amérique, épouse de Napoléon Beaudry, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

a. Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision No 3 du lot original 1468 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Sainte-Marie, à Montréal—avec les bâtisses y érigées;

b. Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision No 4, du lot original 1468 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, à Montréal—avec les bâtisses y érigées; le tout avec les servitudes acquises et passives y établies, et notamment l'usage des ruelles desservant les dits immeubles;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1914, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposés au greffe du

Licitations

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3667.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the 27th of April, instant, rendered by the superior court, sitting at Montreal, in and for the district of Montreal, in a case bearing No. 3667, wherein Mrs. Virginie Landry of the city and district of Montreal, wife common as to property of Léonidas Bessette, foreman, of the same place, and duly authorized by this latter to these presents, and the said Léonidas Bessette, personally for the purpose of authorizing his said wife to these presents, is plaintiff; and Edmond Aumond, Joseph Aumond, Zénon Aumond, Mathilde Aumond, wife of J. B. Laurier, and this latter to authorize his said wife to these presents, all five of the city and district of Montreal; Zéphirine Aumond, spinster, Zoé Aumond, wife of J. E. Emile Forest, and this latter to authorize his said wife to these presents; Joseph Aumond and Edmond, these last five of the parish of Saint Jacques l'Achigan, in the district of Joliette; Maxime Aumond, of the parish of Saint Paul l'Ermite, said district, Egide Aumond, of the parish of Saint Lin, said district; Denis Aumond, Delima Aumond, wife of Joseph Dupuis, and this latter to authorize his said wife, and Ignace Aumond, junior, these last four of the parish of Saint Alexis, said district of Joliette; Alphonse Beaudry of South Junction, in the province of Manitoba, Canada; Rose Delima Beaudry, of Saint Joseph, in the said province of Manitoba, wife of John L. Gooler, of the same place, and this latter his said wife, Zephers Beaudry of Saskatoon, in the province of Saskatchewan, Canada, wife of Joseph Loranger, of the same place and this latter to authorize his said wife; Emile Beaudry, of Argyle, in the state of Minnesota, one of the united-states of America, wife of Eldredge Labine, of the same place, and this latter to authorize his said wife; Régina Beaudry, of North Dakota, one of the united states of America, wife of Israel Jarvis, of the same place and this latter to authorize his said wife and Ida Beaudry of Stephens, in the state of Minnesota, one of the united states of America, wife, of Napoléon Beaudry, and this latter to authorize his said wife to these presents, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

a. An emplacement known and designated under the number three of the official subdivision of primitive lot number one thousand four hundred and sixty eight (1468-3) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, Montreal—with the buildings erected hereon

b. An emplacement known and designated, under the number four, of the official subdivision of primitive lot number one thousand four hundred and sixty eight (1468-4) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, Montreal—with the buildings erected thereon; the whole with all active and passive established thereon and specially the use of the lands for the service of the said emplacements;

The above described immoveables will be put to auction and adjuged to the last and highest bidder, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1914, the Court sitting in the court room of the court house, in Montreal; subject to the charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition

protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & LUSSIER,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 juillet 1914. 3555-2

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1671.

Demoiselles Julia Martineau, Marie-Louise Martineau et Laura E. Martineau, des cité et district de Montréal, toutes trois filles majeures et usant de leurs droits,

Demanderesse;

vs

Ellen O'Bourke, des cité et district de Montréal, veuve de feu Ulric J. Martineau, junior, en son vivant du même endroit,

Défenderesse.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal, rendu le vingt-neuvième jour de juin 1914, dans une cause dans laquelle les demanderesse ci-dessus décrites sont demanderesse, et la défenderesse ci-dessus décrite est défenderesse, ordonnant la licitation des immeubles décrits comme suit, savoir:

A. Un lot de terre faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine, en la cité de Montréal, sous le No 1,100, avec deux maisons en pierre de taille et dépendances, contenant quarante pieds et trois pouces de front, et trente-deux pieds de largeur à sa profondeur, sur quatre-vingt-un pieds de longueur dans une ligne longeant la rue Latour, et soixante et seize pieds de longueur dans l'autre ligne, mesure anglaise, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, tenant en front à la rue Ste-Geneviève, en la dite cité de Montréal, avec droit de passage dans une ruelle de huit pieds environ.

B. Un lot de terrain ou emplacement figurant aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga,—aujourd'hui Montréal,—sous le No quarante-trois de la subdivision du lot portant le No originaire deux cent quarante-sept—sans bâtisses.

C. Un lot de terrain ou emplacement figurant aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le comté d'Hochelaga,—aujourd'hui Montréal,—sous le No quarante-quatre de la subdivision du lot portant le No originaire deux cent quarante-sept, sans bâtisse.

Les immeubles ci-dessus décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchériseur, le 14ème jour de septembre 1914, à dix heures et demie de l'avant-midi, cour tenante, dans la chambre 31 du palais de justice à Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de

to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at last twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & LUSSIER,
Attorneys for the Plaintiff.

Montreal, 14th July, 1914. 3556

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1671.

Julia Martineau, Marie Louise Martineau and Laura E. Martineau, of the city and district of Montreal, all three spinsters of age and in the full exercise of their rights,

Plaintiff's;

vs

Ellen O'Bourke, of the city and district of Montreal, widow of the late Ulric J. Martineau, junior, in his lifetime of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in and for the district of Montreal, rendered on the twenty ninth day of June, 1914, in a cause wherein the above plaintiff's are plaintiff's, and the above defendant is defendant, ordering the licitation of the immoveables described as follows, to wit:

A. A lot of land forming part of the lot known and designated upon the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, under the No 1,100, with two houses, built of cut stone and dependencies, containing forty feet and three inches in front by thirty two feet in length, on the Latour street, side, and seventy six feet in length on the other side, english measure and more or less, without warranty as to exact measurements, the said lot fronting on Sainte Geneviève street, in the said city of Montreal, with a right of way in a lane of about eight feet in width.

B. A lot of land or emplacement known on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga—now Montreal—under the No. forty-three of the subdivision of the lot primitive number two hundred and forty-seven—without buildings.

C. A lot of land or emplacement known on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, in the county of Hochelaga—now Montreal—under the number forty-four of the subdivision of the lot primitive number two hundred and forty-seven—without buildings.

The above described immoveables will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER, 1914, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, at the court house of city Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and

conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs des demanderessees.
Montréal, 1er avril 1914. 3575-2

adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LAMOTHE, SAINT-JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for the Plaintiff's.
Montreal, 1st April, 1914. 3576

Ratification

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal.
La Cité de Montréal,

Requérante en expropriation;
et

L'ouverture de la rue du Palais (Boulevard Saint-Joseph),

et

Dominica Dandovino, des cité et district de Montréal,

Indemnitaire.

Avis est par le présent donné que conformément aux dispositixns de l'article 7581 et suivant des Statuts refondus de Québec, la requérante a déposé le vingt-quatrième jour de janvier 1914, au greffe de la cour supérieure, pour le district de Montréal: (A) Copie de la sentence arbitrale finale rendue le quatorzième jour de janvier 1914 par Georges W. Parent, Georges Beausoleil et F. X. Dupuis, arbitres nommés pour l'expropriation du terrain décrit comme suit:

No 347, Boulevard Saint-Joseph.

Une lisière de terrain—avec bâtisses en brique et bois sus-érigées; bornée au sud-ouest par la rue Saint-Hubert, le dit côté mesurant à peu près 22 pieds; au nord-ouest par le lot du cadastre No 325-398, le dit côté mesurant à peu près 75 pieds; au nord-est par le lot du cadastre No 325-412, le dit côté mesurant à peu près 22 pieds; au sud-est par le lot du cadastre No 325-396, le dit côté mesurant à peu près 75 pieds; contenant une superficie d'à peu près 1650 pieds carrés; la dite lisière de terrain étant la totalité du lot du cadastre No 325-397 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, le tout tel qu'indiqué au plan d'amélioration déposé au bureau de l'inspecteur de la cité et en la possession de Dominica Dandovino, comme propriétaire pendant les trois dernières années; (B) Reçu du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal d'un dépôt fait le 9 mai 1914 de la somme de \$6185.92 et intérêts sur cette somme pour six mois à compter du 9 mai 1914, la dite somme de \$6185.92 étant la compensation accordée par les dits arbitres pour l'expropriation des dits terrains.

Et toutes personnes qui réclament des privilèges hypothèques ou autres charges sur les dits terrains ou parties de terrains tel que ci-dessus désigné, et l'affectant antérieurement à la promulgation de la dite sentence arbitrale, étant la dite sentence arbitrale le titre de la cité de Montréal, sont par les présentes notifiées qu'une demande en ratification de titre de la part de la cité de Montréal sera faite à la cour supérieure du district de Montréal, le dixième jour de septembre 1914 et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registrateur est tenu par les dispositions du Code de procédure civile de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises

Ratification

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.
The City of Montreal,

Petitioner in expropriation;
and

The opening of du Palais street (Saint Joseph Boulevard),

and

Dominica Dandovino, of the city and district of Montreal,

Indemnitaire.

Notice is hereby given that according to the terms of article 7581 and following of the Revised Statutes of Quebec, your petitioner has deposited on the twenty fourth day of January, 1914, in the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal: (A) Copy of the final award of the arbitrators rendered on the fourteenth day of January 1914, by Georges W. Parent, Georges Beausoleil and F. X. Dupuis, arbitrators duly appointed for the expropriation of the immovable described as follows:

No. 347, Saint Joseph Boulevard.

A piece of land—with brick and wood buildings thereon erected; bounded on the south western side by Saint Hubert street, said side measuring about 22 feet; on the north western side by lot cadastral No. 325-398, said side measuring about 75 feet; on the north eastern side by lot cadastral No. 325-412, said side measuring about 22 feet; on the south eastern side by lot cadastral No. 325-396, said side measuring about 75 feet, containing a superficial area of about 1650 square feet; the said piece of land being the whole of lot cadastral No. 325-397, of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, the whole in accordance with a plan of the improvement deposited in the city Surveyor's office and possessed by Dominica Dandovino as proprietor for the three years now last passed; (B) Receipt from the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, of date 9th of May, 1914, of a deposit of the sum of \$6185.92, with six months interest upon said sum, to be computed from the 9th of May, 1914; said sum of \$6185.92 being the indemnity awarded by said arbitrators for the said expropriated immovables;

And all persons who claim any privilege, hypothec or other incumbrances and said immovables or portion thereof as hereinabove described and incumbering same previous to the promulgation of said award of the arbitrators, said award being the only title of said city of Montreal, are hereby notified that application by said city of Montreal, will be made to the superior court for the district of Montreal, on the tenth day of September, 1914, for a judgment of confirmation of title, and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposi-

de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours de la présentation de la dite requête, à défaut de quoi elles seront forcloses pour toujours du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Député-protonotaire
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St-Pierre,
Avocats de la requérante.
Montréal, 4 août 1914. 3599-2

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

LA CORPORATION DE LA VILLE DE DRUMMONDVILLE.

Avis public est par le présent donné par le soussigné, W. A. Moisan, greffier de la ville de Drummondville, que l'emplacement ci-après mentionné sera vendu par encan public, au bureau du soussigné, en la ville de Drummondville, JEUDI, le 27 AOUT mil neuf cent quatorze, à DEUX heures de l'après-midi, à moins que les taxes municipales et scolaires dues sur icelui, et les frais encourus, ne soient payés avant cette date, à savoir:

John Adams: Le lot numéro deux, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier sud de la ville de Drummondville, comté de Drummond—sans bâtisse.—Montant dû \$55.30.

W. A. MOISAN,
Greffier.
Ville de Drummondville.
Drummondville, ce premier août 1914. 3561-2

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: } HONORE NOLIN,
No 171. } Demandeur;
contre FRANCOIS LEVESQUE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Subdivision quatre-vingt-treize du lot trois cent vingt-deux (93-322) du cadastre officiel du Canton d'Irlande, situé sur la rue Saint-Denis, à Black Lake.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain 1914, à TROIS heures de l'après-midi.

E. GUST. PICHER,
Bureau du shérif, Député-Shérif.
Arthabaska, 11 août 1914. 3649
[Première publication, 15 août 1914.]

tions in writing, and file same in the office of the said prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy-Prothonotary.
Laurendeau, Archambault, Lavallée,
Dampousse, Jarry, Butler & St. Pierre,
Attorneys for Petitioner.
Montreal, 4th August, 1914. 3600

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

THE CORPORATION OF THE TOWN OF DRUMMONDVILLE.

Public notice is hereby given by the undersigned, W. A. Moisan, Town Clerk, that the under-mentioned lot of land will be sold at public auction, at the office of the undersigned, in said town of Drummondville, on THURSDAY the 27th of AUGUST 1914, at TWO o'clock in the afternoon, for the non payment of municipal and school taxes due thereon and costs incurred, unless paid before that date, to wit:

John Adams: Lot number two, of the official plan and book of reference for the south ward of the town of Drummondville, county of Drummond—without any buildings—amount due \$55.30.

W. A. MOISAN,
Town Clerk.
Town of Drummondville.
Drummondville, 1st August, 1914. 3562

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: } HONORE NOLIN,
No. 171. } Plaintiff; against
FRANCOIS LEVESQUE, Defendant.

As belonging to defendant:

The subdivision ninety-three of the lot three hundred and twenty-two of official cadastre for the township of Ireland, situated on Saint Denis street, in Black Lake.

To be sold at registry office for the county of Megantic, at Inverness, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next, 1914, at THREE o'clock in the afternoon.

E. GUST. PICHER,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Arthabaska, 11th August, 1914. 3650
[First published, 15th August, 1914.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : JOSEPH GAGNON,
No 1404. Demandeur, contre
JOSEPH BOLDUC ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à Omer Bolduc, un des défendeurs.

1. Une terre de deux arpents de largeur sur la profondeur du rang, pris du côté nord-ouest du lot numéro vingt-quatre A (24 A), du cadastre, pour le premier rang du canton de Jersey, comté de Beauce—circonstances et dépendances.

2. Une terre de deux arpents et demie de largeur, sur la profondeur du rang, du côté sud-est du lot numéro vingt-quatre A (24 A), du cadastre, du premier rang du canton de Jersey—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT prochain (1914), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 22 juillet 1914. 3371-2
[Première publication, 25 juillet 1914].

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: JOSEPH GAGNON,
No. 1404. Plaintiff; against JOSEPH BOLDUC ET AL, Defendants.

As belonging to Omer Bolduc one of the defendants.

1. A land, two arpents in width by the depth of the range, measured on the north-west side of lot number twenty-four A (24 A), of the cadastre for the first range of the township of Jersey, county of Beauce—circumstances and dependencies.

2. A land, two and a half arpents in width by the depth of the range, on the south-east side of lot number twenty-four A (24A), of the cadastre of the first range of the township of Jersey, —circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Martin on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST next (1914) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 22nd July, 1914. 3372
[First published, 25th July, 1914].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir : REMI DUPERRE,
No 4454. de Larouche,
contracteur, contre EDMOND BOULANGER,
du même lieu.

Les lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Kénogami, sous les numéros 49, 50, 52, 53 et 54—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Cyriac, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE, à ONZE heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 10 août 1914. 3739
[Première publication, 15 août 1914].

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: REMI DUPERRE,
No. 4454. of Larouche, contractor, against EDMOND BOULANGER, of the same place.

The lots of land known and designated upon the official cadastre of the township of Kenogami, under the numbers 49, 50, 52, 53 and 54—with the buildings thereon and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Cyriac, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff office, Sheriff.
Chicoutimi, 10th August, 1914. 3740
[First published, 15th August, 1914].

Ventes par le Shérif—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Dans la Cour Supérieure.

Canada, } **ROBIN JONES &**
Province de Québec, } **WHITMAN LI-**
District de Gaspé, } **MITED",** De-
Comté de Bonaventure. } mandeur; contre
No 2102. } les biens et effets
terres et tenements de **JOSEPH JOSEPH,**
LEON JOSEPH et **JAMES JOSEPH,** Défendeurs.

Un morceau de terre situé à Paspébiac, dans les comté et district susdits, faisant partie du lot No 69, dans le troisième rang de Paspébiac susdit; borné en front par le deuxième rang, à l'ouest par Benjamin Joseph, à l'est par Napoléon Joseph, et en profondeur par le quatrième rang, et maintenant connu aux cadastre et livre de renvoi pour le canton Cox, comme étant le lot No 803 est de New Carlisle, contenant 6 43-100 acres en superficie—avec une maison et grange y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Paspébiac, JEUDI le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,
Bureau du shérif, Shérif.
New-Carlisle, 7 août 1914. 3665
[Première publication, 15 août 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: } **LOUIS LETOURNEAU**
No 838. } **ET AL,** Demandeurs; vs
ONESIME VAILLANCOURT, de Saint-Isidore, comté de Gaspé, Défendeur.

Une propriété située et étant à Saint-Isidore, dans le canton Percé,—avec une maison, grange et autres améliorations faites dessus, étant la demie-ouest de la propriété connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton Percé, dans le comté de Gaspé, sous le numéro 901, rang B du dit canton, la dite propriété étant; bornée vers le nord-ouest par la rang C et une route; vers le sud-est par le deuxième rang; vers le sud-ouest par le numéro 900, et vers le nord-est par la demie-est du dit numéro 901.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de la Grande-Rivière, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, 1914, à DEUX heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,
Bureau du shérif, Shérif.
Percé, 18 juillet, 1914. 3329-2
[Première publication, 25 juillet 1914]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
In the Superior Court.

Canada, } **ROBIN JONES &**
Province of Quebec, } **WHITMAN LI-**
District of Gaspé, } **MITED",** Plain-
County of Bonaventure. } tiff; against the
No 2102. } goods and chattels
and the lands and tenements of **JOSEPH JOSEPH,**
LEON JOSEPH and **JAMES JOSEPH,** Defendants.

All that certain piece or parcel of land, situated at Paspébiac, in the county and district aforesaid, forming part of lot No. 69 in the third range of Paspébiac aforesaid; bounded in front by the second range, on the west by Benjamin Joseph, on the east by Napoléon Joseph, and in rear by the fourth range and now known on the cadastre and book of reference of the township of Cox, as lot No. 803 east of New Carlisle, containing in all 6 43-100 acres of land in superficies—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Paspébiac, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next (1914), at the hour of ELEVEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,
Sheriff's office, Sheriff.
New Carlisle, 7th August, 1914. 3666
[First published, 15th August, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: } **LOUIS LETOURNEAU, ET**
No. 838. } **AL,** Plaintiffs; vs **ONESIME VAILLANCOURT,** of Saint Isidore, county of Gaspé, Defendant.

A property situate and being at Saint Isidore, in the township of Percé,—with a house, barn and other improvements thereon made, being the west half of the property known and designated on the official plan and book of reference of the township of Percé, in the county of Gaspé, under No. 901, range B, of the said township, the said property being; bounded towards the north west by range C and a road, towards the south east by the second range, towards the south west by the number 900, and towards the north east, by the east half of the said number 901.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Grande-Rivière on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, 1914, at TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's office, Sheriff.
Percé, 18th July, 1914. 3330
[First published, 25th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **E. LABRECHE**
No 4371. **VIGER**, Deman-
deur; contre **F. E. AUDET**, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la re-subdivision du lot numéro dix-neuf cent quatre-vingt-trois, de la subdivision officielle du lot primitif numéro cent quarante-huit (148-1983-1), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant dix-huit pieds et sept-dixième de pied de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 142, 144 et 146 de la rue Brown et avec toutes les servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 5 août 1914. 3661
[Première publication, 15 août 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **REV. A. R. LAMAR-**
No 1728. **CHE**, Demandeur;
contre **ARTHUR ST-CHARLES**, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Montréal, quartier DeLorimier, ayant front sur la rue Chabot, connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro quatre cent soixante-dix-neuf du lot originaire numéro cent soixante et un (161-479), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Visitation—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 5 août 1914. 3663
[Première publication, 15 août 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **J. M. R. HUBER-**
No 2733. **DEAU**, Deman-
deur; contre **LES TERRES ET TENEMENTS**
DE THE BROMPTON PARK REALTY CO.,
LTD, corps politique et incorporé ayant sa prin-
cipale place d'affaires en la cité de Montréal,
Défenderesse.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Hubert, au rang de la Grande ligne, contenant trois arpents de front sur trente et un arpents et cinq perches de profondeur dans une ligne, et trente et un arpents et huit perches de profondeur dans l'autre ligne, le tout plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise, le plus ou le moins, devant tourner au profit ou à la perte de l'acquéreur et étant le lot connu sous le numéro cent soixante-trois (163), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert; bornée en front par le chemin public, en profondeur par les terres de la concession du côté sud-ouest du Chemin de Chambly, d'un côté par le numéro officiel cent soixante-deux, et de l'autre

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **E. LABRECHE** VI-
No. 4371. **GER**, Plaintiff; against
F. E. AUDET, Defendant.

A lot of land known and designated under the number one of the re-subdivision of the lot number nineteen hundred and eighty three, of the official subdivision of the lot original number one hundred and forty eight (148-1983-1), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing eighteen feet and seven tenths in width by eighty feet in depth, english measure and more or less—with the buildings erected thereon, bearing the civic numbers 142, 144 and 146, Brown street, with all the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 5th August, 1914. 3662
[First published, 15th August, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **REV. A. R. LAMARCHE**,
No. 1728. **CHE**, Plaintiff; against **AR-**
THUR ST. CHARLES, Defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Montreal, DeLorimier ward, fronting on Chabot street, known and designated as being the official subdivision number four hundred and seventy nine of the lot original number one hundred and sixty one (161-479), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 5th August, 1914. 3664
[First published, 15th August, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **J. M. R. HUBERDEAU**
No. 2733. **DEAU**, Plaintiff; against **THE**
LANDS AND TENEMENTS OF THE BROMP-
TON PARK REALTY CO., LTD, a body poli-
tic and corporate having its chief place of busi-
ness in the city of Montreal, Defendant.

A land lying and situate in the parish of Saint Hubert, on Grande Ligne range, containing three arpents in front by thirty one arpents and five perches in depth on one line, and thirty one arpents and eight perches in depth on the other line, the whole more or less, without any warranty of precise measurement, the excess or discrepancy being to the profit or to the less of the purchaser and being the lot known under the number one hundred and sixty-three (163), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Hubert; bounded in front by the public road, in depth by the lands of the concession on the south-west side of Chambly road, on one side by the official number one hundred and sixty-two

17 Aug 1914

côté par le numéro officiel cent soixante-quatre, avec une maison, grange, étable et autres bâties dessus construites. A distraire de cette terre un lot de terre de soixante-trois pieds de largeur au front et soixante-douze pieds de largeur à la profondeur, sur dix-huit perches moins trois pieds de profondeur et faisant partie du dit numéro officiel cent soixante-trois, ayant front sur le chemin public du dit rang et tenant du côté nord-ouest au lot numéro officiel cent soixante-deux.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Hubert le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 21 juillet 1914. Shérif, 3377-2
[Première publication, 25 juillet 1914].

and on the other side by the official number one hundred and sixty-four—with a house, barn, stable and other buildings thereon erected. To be distracted from this land a lot of land sixty three feet wide to the front and seventy two feet wide to the depth, by eighteen perches less three feet in depth and forming part of the said official number one hundred and sixty-three fronting on the public road of the said range and adjoining, on the north west side to the lot official number one hundred and sixty-two.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Hubert, on the TWENTY-SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 21st July, 1914. Sheriff, 3378
[First published, 25th July, 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **EASTERN TOWN-**
No 3051. } **SHIP BRICK**
AND MANUFACTURING COMPANY, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Lennoxville, dans le district de Saint-François, Demanderesse; contre J. E. LEPAGE, Défendeur.

1. Un terrain connu et désigné sous le numéro deux cent quarante de la subdivision officielle du lot numéro cinquante (50-240), du village incorporé d'Hochelaga; borné en front par la rue Saint-Germain.

2. Un terrain connu et désigné sous le numéro deux cent quarante et un de la subdivision officielle du lot numéro cinquante (50-241), du village incorporé d'Hochelaga; borné en front par la rue Saint-Germain—avec les bâties érigées sur les dits lots.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Montréal, 12 août 1914. Député-Shérif, 3781
[Première publication, 15 août 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EASTERN TOWN-**
No. 3051. } **SHIP BRICK**
AND MANUFACTURING COMPANY, a body politic and corporate having its head office at Lennoxville, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against J. E. LEPAGE, Defendant:

1. A lot of land known and designated under the number two hundred and forty of the official subdivision of the lot number fifty (50-240), of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Saint-Germain street.

2. A lot of land known and designated under the number two hundred and forty one of the official subdivision of the lot number fifty (50-241), of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Saint Germain street—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Montréal, 12th August, 1914. Deputy Sheriff, 3782
[First published, 15th August, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JOSEPH LESPE-**
No 2068. } **RANCE**, Deman-

deur; contre SIMEON PHILIBERT, Défendeur.
Un lot de terre situé en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro trois cent quinze de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent sept (407-315), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, sans bâties, le dit lot faisant le coin nord-ouest des rues Dorchester et avenue Fletcher, et contenant (28) vingt-huit pieds de largeur par (80) quatre-vingt pieds de profondeur dans la ligne ouest, et quatre-vingt-deux pieds (82) dans la ligne est, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Montréal, 12 août 1914. Député-Shérif, 3779
[Première publication, 15 août 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH LESPE-**
No. 2068. } **RANCE**, Plaintiff;
against SIMEON PHILIBERT, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated under the number three hundred and fifteen of the official subdivision of the lot number four hundred and seven (407-315), of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, without buildings, the said lot forming the north west corner of Dorchester street and Fletcher Avenue, and measuring twenty eight (28) feet in width by eighty (80) feet in depth on the west boundary line, and eighty two feet (82) on the east boundary line, english measure, more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Montréal, 12th August, 1914. Deputy Sheriff, 3780
[First published, 15th August, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } A. GUILBAULT, De-
No 891. } mandeur; contre
ERNEST JODOIN ET OVILA BLEAU, Défendeurs.

Un lot de terre ayant front sur la rue Drolet, autrefois la rue Cowan, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, étant la moitié sud-est du numéro cent soixante-treize de la subdivision du lot originaire numéro huit (No 1/2 S. E. No 8-173), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, de la contenance de vingt-cinq pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front au sud-ouest, par la dite rue Drolet, en arrière, par une ruelle, d'un côté au nord-ouest, par l'autre moitié du dit No 8-173, et de l'autre côté au sud-est par le lot No 8-172—avec toutes les bâtisses dessus construites portant les numéros 2655 à 2659 de la dite rue Drolet, et droit de passage dans la ruelle sise à l'arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Shérif, Député-shérif.
Montréal, 12 août 1914. 3777
[Première publication, 15 août 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDRE BRU-
No 2178. } NET, Deman-
deur; contre GEORGES ANTROBUS, Défendeur.

Un emplacement sur la rue Marie-Anne Est, en la cité de Montréal, mesurant environ 44 pieds de front par 72 pieds de profondeur, composé de: 1. La partie sud-est du lot numéro douze du village incorporé Saint-Jean-Baptiste, la dite partie mesurant quarante-quatre pieds de front par deux pieds de profondeur et borné au nord-ouest par une partie du dit lot appartenant à la cité de Montréal et formant partie de la rue Marie-Anne, au sud-est par le lot No 234 de la subdivision du lot No 12, du dit cadastre, au nord-est par la rue Châteaubriand et au sud-ouest par le lot No 31, de la subdivision du lot No 15 du dit cadastre. 2. Les lots numéros deux cent trente-trois, deux cent trente-quatre, deux cent trente-deux de la subdivision du lot No 12 du dit cadastre. 3. La moitié nord-ouest du lot numéro deux cent trente et un de la subdivision du dit lot No 12 du dit cadastre, mesurant quarante-quatre pieds par dix pieds, borné au nord-est par la rue Châteaubriand, au sud-ouest par la subdivision No 35 du dit lot No 15 du dit cadastre, au nord-ouest par le lot No 232 de la subdivision du dit lot No 12 et au sud-est par l'autre moitié du dit lot No 231 de la dite subdivision—avec toutes les constructions qui peuvent exister sur le dit emplacement, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du shérif, Député-Shérif.
Montréal, 12 août 1914. 3775
[Première publication, 15 août 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } A. GUILBAULT, Plain-
No. 891. } tiff; against ER-
NEST JODOIN AND OVILA BLEAU, Defend-
ants.

A lot of land fronting on Drolet street, formerly Cowan street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, being the south east half of the lot number one hundred and seventy three of the subdivision of the lot original number eight No. S. E. 1/2 No. 8-173) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred and ten feet in depth, english measure and more or less; bounded in front on the south west by the said Drolet street, in the rear by a lane, on one side to the north west by the other half of the said lot No. 8-173, and on the other side on the south east by the lot No. 8-172—with all the buildings erected thereon bearing the numbers 2655 to 2659 of the said Drolet street, and a right of way in the lane situate at the rear of said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 12th August, 1914. 3778
[First published, 15th August, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEXANDRE BRU-
No. 2178. } NET, Plaintiff;
against GEORGES ANTROBUS, Defendant.

An emplacement situate on Marie Anne east street, in the city of Montreal, measuring about 44 feet in front by 72 feet in depth composed of: 1. The south east part of the lot number twelve of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, the said part measuring 44 feet in front by two feet in depth and bounded in the north west by a part of the said lot belonging to the city of Montreal and forming part of Marie Anne street, on the south east by the lot No. 234 of the subdivision of the lot No. 12 of the said cadastre, on the north east by Châteaubriand street and on the south west by the lot No. 31 of the subdivision of the lot No. 15 of the said cadastre. 2. The lots numbers two hundred and thirty three, two hundred and thirty four, two hundred and thirty two of the subdivision of the lot No. 12 of the said cadastre. 3. The north west half of the lot number two hundred and thirty one of the subdivision of the said lot No. 12, of the said cadastre, measuring forty four feet by ten feet, bounded on the north east by Châteaubriand street, on the south west by the subdivision No. 35 of the said lot No. 15 of the said cadastre, on the north west by the lot No. 232 of the subdivision of the said lot No. 12, and on the south east by the other half of the said lot No. 231 of the said subdivision, with all the constructions which may be found on the said emplacement, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's office, Deputy-Sheriff
Montreal, 12th August, 1914. 3776
[First published, 15th August, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **JOSEPH GUILLEMETTE**, Demandeur principal et demandeur incident; vs **ROCH MARIEN**, Défendeur principal et Défendeur incident.

Saisi comme appartenant et en la possession du dit demandeur, les immeubles suivants, savoir:

1. Un lot maintenant connu comme étant le numéro cent cinquante-un B (151 B), des plan et livre de renvoi de subdivision dûment préparés et produits du numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-151 B), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, comté d'Hochelaga. Le dit terrain ayant front sur la rue Saint-André.

2. Le lot de terre ayant front sur la rue Saint-André, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent cinquante-deux B de la subdivision du numéro quatre cent quatre-vingt-huit (488-152B), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec la maison et toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 20 juillet 1914. 3345-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **LEON LEGAULT**, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Geneviève, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **PACIFIQUE LAFRANCE**, des cité et district de Montréal, Défendeur, et entre les mains de **L. A. Bédard**, de Montréal, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Casgrain, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro treize cent trente et un de la subdivision du lot numéro dix (10-1331), sur les plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de front par soixante-seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, sans garantie de mesure précise, avec droit dans la ruelle en arrière du dit lot aux charges ordinaires d'entretien—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 21 juillet 1914. 3375-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } **DELLE HENRIETTE LEVY**, rentière, de la cité et du district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, Demanderesse; contre les terres et tenements de **PIERRE BURELLE** et **JOSEPH E. MALLETTTE**, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Joseph R. Mallette, l'un des défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement ayant front sur la rue d'Aragon, quartier Emard, cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent cinquante-sept (557), de la subdivision officielle du lot numéro trois mille six cent dix-sept (3617-557),

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **JOSEPH GUILLEMETTE**, Plaintiff and incident Plaintiff; vs **ROCH MARIEN**, Defendant and incident Defendant.

Seized as belonging and in the possession of the said Plaintiff, the following immoveables, to wit:

1. A lot of land now known as being the number one hundred and fifty one B (151B), of the plan and book of reference of subdivision duly prepared and fyled of the number four hundred and eighty eight (488-151B), of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, county of Hochelaga. The said land fronting on Saint Andrew street.

2. The lot of land fronting on Saint Andrew street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and designated under the number one hundred and fifty two B, of the subdivision of the number four hundred and eighty eight (488-152B), of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet—with the house and all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 20th July, 1914. 3346
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **LEON LEGAULT**, son of the parish of Sainte Geneviève, district, of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **PACIFIQUE LAFRANCE**, of the city and district of Montreal, Defendant, and in the hands of **L. A. Bédard**, of Montreal, curator to the abandonment.

An emplacement fronting on Casgrain street, in the city of Montreal, known and designated under the number thirteen hundred and thirty one of the subdivision of the lot number ten (10-1331), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in front, by seventy six feet in depth, english measure, more or less, without warranty of precise measurement with the right in the lane at the rear of the said lot at the ordinary charges of maintenance—together with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 21st July, 1914. 3376
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } **DELLE HENRIETTE LEVY**, independent lady, of the city and district of Montreal, spinster and using of her rights, Plaintiff; against the lands and tenements of **PIERRE BURELLE** and **JOSEPH E. MALLETTTE**, both of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to Joseph E. Mallette, on of the Defendants, the following immoveable, to wit:

An emplacement fronting on Aragon street, Emard ward, city of Montreal, known and designated under the number five hundred and fifty seven (557), of the official subdivision of lot number three thousand six hundred and seventeen

aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, quartier Emard, mesurant vingt-cinq (25) pieds de front par quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur—avec une maison et bâtisses dessus construites, portant les numéros ciniques 154 et 156 de la dite rue d'Aragon et avec droits dans la ruelle située en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 21 juillet 1914. 3373-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

(3617-557), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, Emard ward, measuring twenty five (25) feet in front by ninety (90) feet in depth—with a house and buildings thereon erected, bearing the civic numbers 154 and 156 of the Aragon street and with the right in the lane situate in the rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 21st July, 1914. 3374
[First published, 25th July, 1914.]

Ventes par le Sherif—Pontiac

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour de Circuit à Ville-Marie

Province de Québec, } FORTUNAT NADEAU,
District de Pontiac, } Demandeur; vs DESIRE
No 878. } LABRECQUE, Défendeur.

Un morceau de terre étant le coin nord-est du lot de terre connu et désigné sur le plan officiel du canton Duhamel, comté de Pontiac, sous le numéro cinquante-huit du rang 5, du dit canton Duhamel, No 58-5 B, de deux acres de largeur, sur le chemin passant entre les rangs cinq et six du dit canton Duhamel, par quatre acres de profondeur—avec les bâtisses dessus construites. Ce terrain est borné comme suit: au nord par le lot cinquante-neuf du rang cinq, du dit canton Duhamel, à l'est par le rang six du même canton, au sud et à l'ouest par le vendeur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes de Lorrainville, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3379-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure à Montréal.

Province de Québec, } TRUST & LOAN
District de Montréal, } COMPANY OF
No 3830 } CANADA, Deman-
deurs; vs NOE BROUILLARD, Défendeur.

Un lot de terre appartenant à Noé Brouillard, connu et décrit sur les plan et livre de renvoi officiels comme étant le No 50 du 5e rang du canton Duhamel, dans le comté de Temiscaming; Une ferme située dans le village de Ville-Marie et formée des lots suivants tel que désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie, à savoir: Lot No 1803, lot No 1804, moins cette parcelle de terrain vendue à Charles Eustache Brodeur, par acte de vente consenti le 4 septembre 1909, devant A. E. Guay, notaire, située au coin nord-ouest du dit lot No 1804, la dite parcelle de terrain contenant 4.25 acres en superficie, étant de figure irrégulière et contenant 405 pieds de profondeur dans la ligne entre les lots Nos 1804 et 1805, et bornée au nord par le lot No. 1805; à l'ouest par le lot No 1205; au sud-ouest par un cours d'eau séparant la dite parcelle de

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Circuit Court at Ville-Marie

Province of Quebec, } FORTUNAT NADEAU,
District of Pontiac, } Plaintiff; vs DESIRE
No. 878. } LABRECQUE, Defendant.

A parcel of land being the north east corner of the lot of land known and designated on the official plan of the township of Duhamel, county of Pontiac, under the number fifty eight of the 5th range of the said township of Duhamel, No. 58-5 B, being two acres wide on the road passing between the fifth and sixth ranges of the said township of Duhamel, by four acres in depth—with the buildings thereon erected. That parcel of land is bounded as follows: to the north by lot No. fifty nine of the fifth range of the said township of Duhamel, to the east by the sixth range of the same township, to the south and to the west by the vendor.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Lourdes de Lorrainville, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., 20th July, 1914. 3380
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court at Montreal.

Province of Quebec, } TRUST & LOAN
District of Montreal } COMPANY OF
No. 3830 } CANADA, Plaintiffs;
vs NOE BROUILLARD, Defendant.

A lot of land belonging to Noé Brouillard, known and described on the official plan and book of reference as No. 50 of range 5 of the township of Duhamel in the county of Temiscaming; A farm situated in the village of Ville Marie and composed of the following lots as designated on the official plan and book of reference of the village of Ville Marie, to wit: Lot No. 1803, lot No. 1804, less that portion of land sold to Charles Eustache Brodeur, by deed of sale passed on September 4th 1909, before A. E. Guay, N. P. situated at the north west corner of said lot No. 1804, containing said portion of land, 4.25 acres in area, being of an irregular shape and containing 405 feet in depth in the line between lot Nos. 1804 and 1805, and bounded to the north by lot No. 1805; to the west by lot No. 1205; to the south west by a stream dividing said portion of

terre du reste du dit lot No 1804; et à l'est par une ligne se prolongeant depuis la ligne séparative des lots 1804 et 1805 à un endroit 405 pieds distant du lot No 1285 et courant directement dans la continuation de la rue Saint-Gabriel jusqu'au cours d'eau déjà mentionné ci-dessus. Lot No 1286; la partie sud du lot No 1285 contenant environ $4\frac{1}{4}$ acres en superficie, bornée à l'ouest par les lots Nos 1298 à 1307, les deux inclusive-ment; au sud par le lot No 1286; à l'est par une partie du lot No 1804; au nord par cette partie du lot No 1285 jadis vendue au dit Charles Eustache Brodeur en vertu du dit acte de vente mentionné; la ligne séparative de la dite partie du reste du dit lot No 1285 courant depuis la partie nord-nord-est du lot No 1307 et tirée parallèlement à la ligne séparative des lots Nos 1284 et 1285, et jusqu'à la ligne séparative des lots Nos 1804 et 1285; lots Nos 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306 et 1307; lots Nos 1318, 1319, 1320, 1321, 1322 et 1323 et cette lisière de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie, comme rue Brouillard et se prolongeant depuis cette rue désignée au dit plan comme rue Notre-Dame jusqu'à la route désignée au dit plan connue chemin public Fabre; Lots Nos 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, et 1350; Cette lisière de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie connue rue Vaudreuil et se prolongeant depuis la dite rue Notre-Dame jusqu'au dit chemin public Fabre; Lots Nos 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391 et 1392; Cette lisière de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village de Ville-Marie connue rue Laviolette et se prolongeant depuis la dite rue Notre-Dame jusqu'au dit chemin public Fabre; Lots Nos 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, et 1416; Lots Nos 1785, 1786 et 1787—avec toutes les bâtisses érigées sur tous les dits lots ci-dessus mentionnés.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du village de Ville-Marie le TRENTIÈME jour du mois d'AOUT 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,

Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Que., 20 juillet 1914. 3381-2
[Première publication, 25 juillet 1914].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

Province de Québec, } **THE TRUST & LOAN**
District de Montréal. } **COMPANY OF CA-**
No 4186. } **NADA**, Demandeurs;
vs E. GIROUX, Défendeur.

La moitié nord du lot de terre autrefois connu et désigné sur le plan officiel du canton Duhamel dans le comté de Pontiac, sous le numéro 53 du rang 5 du dit canton Duhamel, (No 53 R, 5D), cette moitié formant plus ou moins 50 acres en superficie, et maintenant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Duhamel, sous le numéro 53 B, rang 5, Duhamel, (53 B, R. 5 D.)—avec les bâtisses dessus construites.

land from the remainder of said lot No. 1804; and to the east by a line extending from the dividing line between lots Nos. 1804 et 1805 at a point 405 feet distant from lot No. 1285 and running directly on the continuation of Saint Gabriel street to the stream herebefore mentioned. Lot No. 1286; The southerly part of lot No. 1285 containing about $4\frac{1}{4}$ acres in area, bounded to the west by lots Nos. 1298, to 1307, both inclusive; to the south by lot No. 1286; to the east by part of lot No. 1804; to the north by that part of lot No. 1285 heretofore sold to the said Charles Eustache Brodeur, under said mentioned deed of sale; the dividing line of said southerly part from the remainder of said lot No. 1285, running from the north north east portion of lot No. 1307 and drawn parallel with the dividing line between lots Nos. 1284 and 1285, and up to the dividing line between lots Nos. 1804 and 1285; Lots Nos. 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306 and 1307, lots Nos. 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, and 1323; That strip of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville Marie as rue Brouillard and extending from that street designated on said plan as rue Notre-Dame to the road designated on said plan as chemin public Fabre; Lots Nos. 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349 and 1350; That strip of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville Marie, as rue Vaudreuil and extending from said rue Notre-Dame to said chemin public Fabre; Lots Nos. 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391 and 1392; That strip of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Ville Marie as rue Laviolette and extending from said rue Notre-Dame to said chemin public Fabre; Lots Nos. 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415 and 1416; Lots Nos. 1785, 1786 and 1787; With all the buildings erected on all of said lots hereinabove mentioned.

To be sold at the parochial church door of the village of Ville Marie on the THIRTY FIRST day of the month of AUGUST, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., 20th July, 1914. 3382
[First published, 25th July, 1914].

FIERI FAVIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

Province of Québec, } **THE TRUST & LOAN COMPANY**
District of Montreal. } **OF CANADA,**
No. 4186. }
Plaintiffs; vs E. GIROUX, Defendant.

The north half of the lot of land formerly known and designated on the official plan of the township of Duhamel, in the county of Pontiac, under the number 53, range 5 of the said township of Duhamel, (No. 53 R, 5 D), that said half forming 50 acres in superficies, more or less, and now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Duhamel, under the number 53 B, range 5, Duhamel, (53 B., R. 5 D.)—with the buildings thereon erected.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale du village de Ville-Marie, le PREMIER jour du mois de SEPTEMBRE 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3385-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

Province of Quebec, } THE TRUST LOAN &
District of Montreal. } COMPANY OF CA-
No. 3461. } NADA, Plaintiffs; vs M.
PITRE, Defendant.

A lot of land situate in the township of Duhamel, county of Pontiac, known under the No. 63, of the fifth range of the said township (No. 63 R 5 D), on the official plan and book of reference of the said township containing 167 acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the village of Ville Marie, on the FIRST day of the month of SEPTEMBER, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's office, Shérif.
Bryson, Qué., 20th July, 1914. 3384
[First published, 25th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saguenay

Malbaie, à savoir: } DAME VIRGINIE
No 1885. } MENARD, de la
paroisse de la Baie Saint-Paul, veuve de Jean Tremblay, en son vivant du même lieu, rentier, Demanderesse; vs CAMILLE COTE, ci-devant de la Baie Saint-Paul et présentement à Manchester, dans les états-unis d'Amérique, Défendeur.

Un lopin de terre de figure irrégulière composé du lot de terre portant le numéro (1360) treize cent soixante des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Baie Saint-Paul, côte Saint-Gabriel, contenant en superficie treize perches de terre sans garantie de contenance, et tel que le dit terrain est actuellement clos, borné vers le sud-est par le chemin, vers le nord-ouest et le nord-est par le terrain de Henri et Joseph Tremblay ou représentants et vers le sud-ouest par le terrain de Wilfrid Côté ou représentants—avec un moulin à farine garni de deux paires de meules et de tous ses tournants, virants, travaillants, vannes et ustensiles, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de la Baie Saint-Paul, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

ELIE MALTAIS,
Bureau du shérif, Shérif.
Malbaie, 22 juillet 1914. 3393-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

To be sold at the parochial church door of the village of Ville Marie, on the FIRST day of the month of SEPTEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,
Sheriff's office, Shérif.
Bryson, Qué., 20th July, 1914. 3386
[First published, 25th July, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

Province de Québec, } THE TRUST & LOAN
District de Montréal. } COMPANY OF CA-
No 3461. } NADA", Demandeurs;
vs M. PITRE, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le canton Duhamel, comté de Pontiac, connu sous le No 63, du rang 5 du dit canton (No 63 R 5 D) aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, contenant 167 acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Ville-Marie, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

BERNARD J. SLOAN,
Bureau du shérif, Shérif.
Bryson, Qué., 20 juillet 1914. 3383-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

Sheriff's Sales—Saguenay

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit: } DAME VIRGINIE ME-
No. 1885. } NARD, of the parish
of Baie Saint Paul, widow of Jean Tremblay, in his lifetime of the same place, gentleman, Plaintiff; vs CAMILLE COTE, heretofore of Baie Saint Paul and presently in Manchester, in the united states of America, Defendant.

A piece of land of irregular form composed of the lot of land bearing the number (1360) one thousand three hundred and sixty, on the official plan and book of reference of the parish of Baie Saint Paul, Saint Gabriel Hill, containing thirteen perches of land in superficies, without warranty of content, and as the said piece of land is enclosed, bounded towards the south east by the road, towards the north west and the north east by the land of Henri and Joseph Tremblay, or representatives, and towards the south west by the land of Wilfrid Côté or representatives—with a flour mill provided with two mill stones and all its turns, and winds, traves, sluices and utensils as the whole is actually standing with the active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immoveable.

To be sold at the church door of the parish of Baie Saint Paul, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

ELIE MALTAIS,
Sheriff's office, Shérif.
Malbaie, 22nd July, 1914. 3394
[First published, 25th July, 1914.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.

District de Montréal. } **J. EDMOND CHAR-**
No 2647. } **LEBOIS**, Deman-
deur; vs **HENRI LADOUCEUR**, Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Placide, sous le numéro deux cent quarante (No 240)—avec les bâtisses y érigées.

2. Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro deux cent quarante et un (No 241)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église catholique du village de Saint-Placide, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, le VINGT-SIXIEME jour du mois d'AOUT prochain, (1914), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérifs.
Sainte-Scholastique, 21 juillet 1914. 3395-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **WILFRID**
No 46. } **BELLEMARE**,

Demandeur; contre **PIERRE BEAULIEU** et **JOSEPH VILLEMURE**, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur solidaire, Joseph Villemure, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Saint-Barnabé, du contenu de cinquante pieds de front sur cent quarante pieds de profondeur, plus ou moins quant à la profondeur, tenant en front au chemin public, en profondeur à Edouard Bournival, du côté sud-ouest, Honorat Gélinas, et du côté nord-est au surplus du dit terrain, telle que la ligne est établie entre les parties par un poteau planté par elles—avec maisons et autres bâtisses dessus construites, le dit emplacement faisant partie du lot numéro deux cent trente-trois (233), du cadastre officiel du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Barnabé.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le QUINZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 12 août 1914. 3761
[Première publication, 15 août 1914.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.

District of Montreal. } **J. EDMOND CHAR-**
No. 2647. } **LEBOIS**, Plain-
tiff; vs **HENRI LADOUCEUR**, Defendant.

1. A land situate in the parish of Saint Placide, county of Deux Montagnes, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Placide, under the number two hundred and forty (240)—with the buildings thereon erected.

2. Another land situate in the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, under the number two hundred and forty one (No. 241)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door, of the village of Saint Placide, county of Deux Montagnes, district of Terrebonne, on the TWENTY SIXTH day of the month of AUGUST next, (1914), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriffs.
Sainte Scholastique, 21st July, 1914. 3396
[First published, 25th July, 1914.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } **WILFRID BEL-**
No. 46. } **LEMARE**, Plain-
tiff; against **PIERRE BEAULIEU** and **JOSEPH VILLEMURE**, jointly and severally, Defendants.

As belonging to the said defendant, jointly and severally liable, Joseph Villemure, the following immoveable:

An emplacement situate in the village of the parish of Saint Barnabé, containing fifty feet in front by one hundred and forty feet in depth, more or less as to the depth, fronting on the public road and bounded in depth by Edouard Bournival, on the south west by Honorat Gélinas, and on the north east by the residue of the said lot, the said division line being fixed by the parties themselves by means of a post—with a house and other buildings erected thereon, the said emplacement forming part of the lot number two hundred and thirty three (233), of the official cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Barnabé.

To be sold at the church door of the parish of Saint Barnabé, on the FIFTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 12th August, 1914. 3762
[First published, 15th August, 1914]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS*Cour de Circuit.—Comté de Nicolet.*

District des Trois-Rivières, } **J. EVARISTE**
Trois-Rivières, à savoir: } **J. ROCHETTE**
No 1012. } Demandeur; vs
contre **ALFRED CHAUVETTE ET NOEL**
BEAUBIEN, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur Noel Beaubien, savoir:

1. Un morceau de terre situé en la ville de Nicolet, rue Panet, du côté sud d'icelle, contenant trente pieds de front, sur cinquante-deux pieds de profondeur, borné devant par la dite rue, derrière par les héritiers de feu François H. Bellerose, du côté nord-est à Théophile St-Jean et du côté sud-ouest à Théophile Côté—avec une maison et dépendances dessus érigées, icelui terrain faisant partie du lot numéro trois cent soixante et quatre (p. 364), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la ville de Nicolet. Cet immeuble est chargé d'une rente foncière annuelle et perpétuelle de deux piastres (\$2.00) envers Dame Brigitte Duggan.

2. Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro trois cent soixante et sept (p. 367), du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la ville de Nicolet, du côté nord de la rue Rainbault, en la ville de Nicolet, contenant quarante-cinq pieds de front sur la profondeur de soixante et cinq pieds le tout plus ou moins, borné devant à la dite rue, au nord à Alfred Chauvette, du côté nord-est à Arthur Morin, du côté sud-ouest, à Louis Caron—avec une maison et dépendances dessus construites. A la charge d'une rente foncière de huit piastres (\$8.00) payable le vingt-neuf septembre de chaque année en faveur de Emmanuel Rousseau, marchand de la ville de Nicolet.

Pour être vendus, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le VINGT-CINQUIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 juillet 1914. 3397-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

MANDAT DU CURATEUR*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir: } **N RE J. E. BOU-**
No 351. } **LET & LEVIS**
DEMONTIGNY, Débiteurs-Insolvables; et **Z.**
FOREST, Curateur.

1. Un emplacement situé au côté nord-est de la rue Sainte-Cécile, ou la subdivision deux cent soixante et dix-sept du lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-277), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, mesurant vingt-sept pieds de largeur au front et trente et un pieds de largeur à la profondeur, qui est en moyenne de quatre-vingt-deux pieds et neuf pouces, le tout à la mesure anglaise, connu et désigné comme étant la subdivision trois cent trente et un du dit lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-331), du dit cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières; avec en ou n passage mitoyen de sept pieds de largeur qu les parties établissent dans la ligne de division de cet emplacement, de l'emplacement voisin au nord-ouest, connu et désigné comme étant la subdivision trois cent trente du dit lot numéro dix-sept cent cinquante-cinq (1755-330), du dit cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières, à partir de la dite rue sur soixante-cinq pieds de longueur, chaque partie fournissant le terrain nécessaire sur ces emplacements à cette fin; et avec en outre droit de vue pour l'avantage des dits emplacements sur ce

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS*Circuit Court.—County of Nicolet.*

District of Three Rivers: } **J. EVARISTE**
Three Rivers, to wit: } **J. ROCHETTE**
No. 1012. } Plaintiff; vs
ALFRED CHAUVETTE AND NOEL BEAU-
BIEN, Defendants.

As belonging to the said Defendant Noel Beaubien, to wit:

1. A piece of land situate in the town of Nicolet, on the south side of Panet street, containing thirty feet in front by fifty two feet in depth, bounded in front by the said street, in the rear by the heirs of the late François H. Bellerose, on the north east side by Théophile St. Jean and on the south west side by Théophile Côté—with a house and dependencies thereon erected the said piece of land forming part of the lot number three hundred and sixty four (364), of the official cadastre of the county of Nicolet. This immovable is subject to an annual and perpetual ground rent of two dollars (\$2.00), in favor of Dame Brigitte Duggan.

2. A piece of land or emplacement forming part of the lot number three hundred and sixty seven (367), of the official cadastre of the county of Nicolet for the town of Nicolet, on the north side of Rainbault street, in the town of Nicolet, containing forty five feet in front by the depth of sixty five feet, the whole more or less, bounded in front by the said street, to the north by Alfred Chauvette, to the north east side by Arthur Morin, to the south west side by Louis Caron—with a house and dependencies thereon constructed. Subject to a ground rent of eight dollars (\$8.00), payable on the twenty ninth day of September of every year in favor of Emmanuel Rousseau, merchant, of the town of Nicolet.

To be sold at the church door on the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, of the TWENTY FIFTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd July, 1914. 3398
[First published, 25th July, 1914.]

CURATOR'S MANDATE*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit: } **N RE J. E. BOU-**
No. 351. } **LET & LEVIS**
DEMONTIGNY, Insolvent Debtors; and **Z.**
FOREST, Curator.

1. An emplacement situate on the north east side of Sainte Cécile street, or the subdivision two hundred and seventy seven of the lot number seventeen hundred and fifty five (1755-277), of the official cadastre of the city of Three Rivers, measuring twenty seven feet in width at the front and thirty one feet in width at the depth, which is an average of eighty two feet and nine inches, the whole english measure, known and designated as being the subdivision three hundred and thirty one of the said lot number seventeen hundred and fifty five (1755-331), of the said official cadastre of the said city of Three Rivers; together with a "mitoyen" right of way of seven feet in width that the parties establish on the division line of this emplacement, from the adjoining emplacement to the north west, known and designated as being the subdivision three hundred and thirty of the said lot number seventeen hundred and fifty five (1755-330), of the said official cadastre of the said city of Three Rivers, from the said street by sixty five feet in length, each party giving the necessary ground upon those emplacements for that purpose; and together

passage mitoyen, et ce à perpétuité, avec bâtisses et machineries.

2. Un terrain ayant front sur la rue Amherst, en la dite cité des Trois-Rivières, de figure irrégulière, contenant quatre mille huit cent quatre-vingt-six pieds en superficie, le tout à mesure anglaise, et connu sous le numéro cent quarante-trois au plan de subdivision officielle du lot primitif désigné sous le numéro onze cent vingt-deux (1122-143), du cadastre d'enregistrement fait pour la dite cité des Trois-Rivières; avec en outre la juste moitié longitudinale de cette partie de la ruelle se trouvant à la profondeur et du côté nord-ouest du susdit lot et y contigue—avec en outre la maison dessus construite, circonstances et dépendances.

3. Une terre située dans le rang Saint-Mathieu nord, de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, contenant environ trois arpents de front sur environ vingt arpents de profondeur, connue et désignée sous le lot numéro neuf cent trente-deux du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont Carmel—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus comme suit, savoir: Les immeubles en premier et deuxième lieux désignés au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans la Palais de Justice, rue Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin et l'immeuble en troisième lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le VINGT-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 juillet 1914. 3399-2
[Première publication, 25 juillet 1914.]

with the right of view for the advantage of the said emplacements upon this "mitoyen" right of way and this perpetually, with building and machineries.

2. A piece of ground fronting on Amherst street, in the said city of Three Rivers, of an irregular form, containing four thousand eight hundred and eighty six feet in superficies, the whole english measure, and known under the number one hundred and forty three on the plan of the official subdivision of the primitive lot designated under the number eleven hundred and twenty two (1122-143), of the registry cadastre made for the said city of Three Rivers, —together with the exact longitudinal half of that part of the lane situate at the depth and on the north west side of the aforesaid lot and adjoining thereto—together with the house thereon constructed, circumstances and dependencies.

3. A land situate in range Saint Mathieu north, of the parish of Notre Dame de Mont Carmel, containing about three arpents in front by about twenty arpents in depth, known and designated under the lot number nine hundred and thirty two of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Notre Dame du Mont Carmel—with the buildings thereon constructed.

To be sold as follows, to wit: The immoveable firstly and secondly designated, at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the Court House, Notre Dame street, in the city of Three Rivers on the TWENTY SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon, and the immoveable thirdly designated, at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the TWENTY SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Shérif.
Three Rivers, 22nd July, 1914. 3400
[First published, 25th July, 1914.]

Nominations

No 614—Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de cinq commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pas un arrêté en Conseil en date du 11 août 1914, de nommer MM. Basile Olivier, Joseph Bergeron, fils de Ferdinand, Joseph Dubois, fils de France, Benjamin Desrochers, fils et, Lazare Daigle, fils, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière.

3769

No 181—Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 11 août 1914, de nommer MM. Ernest Corriveau et Elisée Leclerc, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Basile, dans le comté de Portneuf.

3767

Appointments

No. 614.—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of five school commissioners.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 11th August, 1914, to appoint MM. Basile Olivier, Joseph Bergeron, son of Ferdinand, Joseph Dubois, son of France, Benjamin Desrochers, jr., and Lazare Daigle jr., school commissioners for the municipality of Saint Flavien, in the county of Lotbinière.

3770

No. 181—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 11th August, 1914, to appoint MM. Ernest Corriveau and Elisée Leclerc, school commissioners for the municipality of Saint Basile, in the county of Portneuf.

3768

Québec, 14 août 1914.

Avis est par le présent donné que le 13 août 1914 il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer MM. Henri Groulx, Joseph Gratton, fils de la veuve Cléophas Gratton, Edouard Desrosiers et Louis Légaré, conseillers de la municipalité de la paroisse de Ste-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, en vertu des dispositions de l'article 341 du Code Municipal.

3771

No 1849-Elec.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination de quatre commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil en date du 11 août 1914, de nommer MM. Aimé Dumaine, Gaudias Charest, Arthur Laroche et Ernest Charest, commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Flavien, dans le comté de Lotbinière.

3773

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et un juillet 1914, constituant en corporation MM. Antoine Manetti, hôtelier, Michel Manetti, commis, Louis D'Onofrio, embouteilleur; Antoine Berardo, rentier; Fiorindo Rossi, épicer, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail.

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Messina Hôtel, 508, Saint-Jacques", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Quebec, 14th August, 1914.

Notice is hereby given that on the 13th August, 1914, His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint Messrs. Henri Groulx, Joseph Gratton, son of widow Cléophas Gratton, Edouard Desrosiers and Louis Légaré, councillors of the municipality of the parish of Sainte Scholastique, county of Two Mountains, pursuant to the provisions of article 341 of the Municipal Code.

3772

No 1849-Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Appointment of four school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, by order in council bearing date the 11th August, 1914, to appoint Messrs. Aimé Dumaine, Gaudias Charest, Arthur Laroche and Ernest Charest, school commissioners for the municipality of the village of Saint Flavien, in the county of Lotbinière.

3774

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of July, 1914, incorporating Messrs. Antoine Manetti, hotel-keeper; Michel Manetti, clerk; Louis D'Onofrio, bottler; Antoine Berardo, rentier; Fiorindo Rossi, grocer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Messina Hotel, 508, Saint James street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon the security thereof;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débiteures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Manetti Fils, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3673

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatre août 1914, constituant en corporation MM. J. T. Roland Gazelle, agent financier; J. Amédée Fournier, agent financier, Montréal; A. W. MacCubbin, industriel; Eugène Bernard et Ivan MacCubbin, industriels, New-Glasgow, dans les buts suivants:

Acquérir, vendre ou louer des meubles, immeubles, pouvoirs d'eau, lignes de transmission électrique, manufactures, patentes, licences, privilèges, contrats, appartenant à des corporations ou à des particuliers;

Fabriquer, produire, acheter, vendre ou distribuer l'électricité ou toute autre force motrice pour fins industrielles ou toutes fins quelconques;

Faire le commerce de tout article concernant l'électricité, dans les comtés ci-après mentionnés;

Obtenir des privilèges de toute corporation ou particulier pour construire, exploiter, maintenir et entretenir des lignes pour la transmission de l'électricité dans les comtés de Terrebonne, Montcalm, Deux-Montagnes;

Acquérir, les terrains nécessaires pour construire des chaussées sur les rivières, des réservoirs sur les lacs situés dans les endroits inhérents à l'exploitation des pouvoirs d'eau que peut conférer la loi de cette province;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non, qui peut être exercée conjointement avec l'industrie de la compagnie, ou qui est de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable;

Posséder des moulins à fleur et graines et faire le commerce de fleurs et graines sous toutes ses formes;

Emprunter des deniers et faire des avances de deniers comptant ou les garantir par hypothèques, débiteures, titres ou autre valeur concernant la propriété de la compagnie, acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée à exercer, ainsi que sa clientèle et son actif aux conditions, taux, prix, qui seront convenus, et de payer avec des actions acquittées et des obligations de la compagnie toute telle acquisition ou en argent;

Payer tous les frais ayant rapport à l'octroi de la charte y compris les services d'incorporation dans ou pour la formation de la compagnie y compris les services rendus et à rendre par les

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subjects to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Manetti Fils, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3674

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1914, incorporating Messrs. J. T. Roland Gazelle, financial agent; J. Amédée Fournier, financial agent; Montreal; A. W. MacCubbin, Eugène Bernard and Ivan MacCubbin, manufacturers of New Glasgow, for the following purposes.

To acquire, sell or lease moveables, immoveables, water powers, electric transmission lines, manufactories, patents, licenses, privileges, contracts, belonging to corporations or individuals;

To manufacture, produce, purchase, sell or distribute electricity or any other motive power for manufacturing or any other purposes whatever;

To deal in any article respecting electricity within the counties hereunder mentioned;

To obtain privileges from any corporation or individual for constructing, exploiting, maintaining and keeping up lines for the transmission of electricity within the counties of Terrebonne, Montcalm, Two Mountains;

To acquire the lands necessary for constructing embankments on the rivers, reservoirs on the lakes situated within the places suitable for the exploitation of water powers which the laws of this province may confer;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise, which may be jointly carried on with the business of the company or capable of enhancing or rendering more profitable the property of the company;

To own flour and grain mills and deal in flour and grain under all forms;

To borrow money and make advances of cash or to guarantee the same by hypothecs, debentures, titles or other securities on the property of the company, to acquire any other business similar to that which the present company is authorized to carry on, with its goodwill and assets upon such conditions, rates, prices as may be agreed upon, and to pay for any such acquisition in paid up shares, in bonds or in cash;

To pay all costs incidental to the granting of the charter including all services for the incorporation in or about the formation of the company including services rendered or to be rendered by

promoteurs, en argent ou par l'émission d'actions acquittées de cette compagnie;

Payer pour tous meubles ou immeubles, droits, biens, franchises ou privilèges acquis par la compagnie en argent ou en action acquittée de cette compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, et faire toutes les opérations nécessaires propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation sous le nom de "The New-Glasgow Electric Manufacturing Company, Limited", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en mille neuf cent quatre-vingt actions (1980) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à New-Glasgow.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,

3727

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. S. E. Dixon, avocat, W. Taylor, comptable, A. C. Calder, gérant, B. McCully, commis, W. Gray, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie d'importateurs, commerçant et manufacturiers de papier, matériaux en papier et plus particulièrement l'industrie de manufacturiers de papier carbone de toutes sortes et description;

Importer, manufacturer et faire le commerce d'encre, rubans pour machine à écrire et accessoires de toute sorte et description, et toutes sortes de matériaux et articles se rapportant en aucune manière à la fabrication, vente ou emploi de machines à écrire de toutes sortes.

Acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant aucun commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou possédant des biens propres aux fins de cette compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou imiter d'utiliser toute invention, ou tout secret ou autre renseignement s'y rapportant, qui peut paraître susceptible d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition sers censée bénéficier à la compagnie, directement ou indirectement, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis ou accorder des permis s'y rapportant;

S'associer ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts avec toute personnes ou compagnie exerçant toute industrie que cette compagnie est autorisée à exercer ou y étant engagée, et acquérir des actions et valeurs de toutes telles compagnies;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou exerçant toute industrie pouvant être conduite de manière à bénéficier à la compagnie, soit directement ou indirectement, sous le nom de "The Exel Carbon Paper Manufacturing Company", avec un capital actions de dix mille dollars (\$10,000.00) divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

the promoters, in cash or by the issue of paid up shares of this company;

To pay for any moveables or immoveables, rights, property, franchises or privileges acquired by the company in cash or in paid up shares of this company;

To do all the acts, exercise all the powers and carry on all operations necessary for or incidental to the purposes for which this company is incorporated, under the name of "The New Glasgow Electric Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into one thousand nine hundred and eighty (1980) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be at New Glasgow.

Dated from the office of the provincial secretary, this fourth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,

3728

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of July, 1914, incorporating Messrs. S. E. Dixon, advocate, W. Taylor, accountant A. C. Calder, manager, B. McCully, clerk, W. Gray, clerk, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers, dealers in, and manufacturers of paper, paper materials, and more particularly, manufacturers of carbon paper of every kind and description;

To import, manufacture and deal in inks, typewriting ribbons and accessories of every kind and description, and all other materials and articles connected with, or in any way relating to the manufacture, sale or use of writing machines and typewriters;

To acquire or undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for purchase or otherwise acquire, any patents, licences, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired.

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits, union of interests, with any person or company carrying on or engaged in any business in which the company is authorized to carry on and to acquire shares and securities of any such company.

To take or otherwise acquire and hold, shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, under the name of "The Exel Carbon Paper Manufacturing Company", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce trente et unième jour de juillet, 1914.

C. J. SIMARD,
3723 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatre août 1914, constituant en corporation MM. Wayland Williams, courtier; Henry Noel Chauvin, George Harold Baker, Harold Earle Walker, John MacNaughton, avocats, de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, détenir et affermer des biens immobiliers et mobiliers, droits et entreprises, et en faire le commerce, les utiliser ou en disposer de toute manière légale, et faire des conventions concernant tels biens immobiliers et mobiliers avec toutes municipalités, corporations et personnes;

Agir comme agents et courtiers pour la vente, l'échange et l'affermage de propriétés et pour des transactions semblables;

Faire des opérations de prêts et de placements, et agir comme agents d'assurance;

Acquérir et exercer aucune industrie ci-dessus mentionnée ou s'y rapportant en aucune manière, ou qui peut rendre plus profitable l'entreprise ou les biens de la compagnie;

S'associer ou exécuter toute convention de société, de coopération ou d'union d'intérêts entre cette compagnie et aucune personne ou compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acquérir et détenir des actions, obligations ou autres valeurs dans d'autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et promouvoir telles compagnies;

Placer et trafiquer avec les argents de la compagnie non immédiatement requis;

Émettre des actions acquittées, obligations ou autres valeurs en plein paiement ou en paiement partiel de toutes propriétés, droits, entreprises, services, souscription ou autre convention, ou d'actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie exerçant une industrie semblable à celle de la compagnie ou s'y rapportant;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services en plaçant ou garantissant le placement d'actions ou autres valeurs de cette compagnie, ou au sujet de la formation et promotion de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables et transférables;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie de son entreprise ou en disposer;

Distribuer par dividende ou autrement aucun des biens de la compagnie, en espèce ou nature, parmi ses membres, et en particulier des actions ou autres valeurs d'autres compagnies, sous le nom de "Saint Lambert Securities Corporation Limited", avec un capital actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la ville de Saint-Lambert.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,
3731 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la compagnie "Canadian Trust Company", de Montréal, a été enregistrée pour faire dans cette province les

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3724 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth of August, 1914, incorporating Messrs. Wayland Williams, broker; Henry Noel Chauvin, George Harold Baker, Harold Earle Walker, John MacNaughton, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold and lease immoveable and moveable property, rights and undertakings and deal in, utilize or dispose of same in any legal way, and, to make any agreements respecting the same with any municipalities, corporations and persons;

To act as agents and brokers respecting the sale, exchange or leasing of property and for similar transactions;

To carry on loan and investment business and act as insurance agents;

To acquire and carry on any business as above or allied in any way to the above, or, which may render the undertakings or property of the company more profitable;

To enter into and carry out any agreement of partnership, cooperation or amalgamation of interests between this company and any person or company having objects in part or wholly similar to those of this company;

To acquire and hold shares, bonds or other securities in other companies having objects in part or altogether similar to those of this company and to promote such companies;

To invest and deal in the monies of the Company not immediately required;

To issue paid up shares, bonds or other securities for the payment in whole or part of any property, rights, undertakings, services, underwriting or other agreement, or shares, bonds or other securities of any other company doing business similar or incidental to that of this company;

To remunerate any person or company for services, in placing or guaranteeing the placing of shares or other securities of this company, or, in the formation and promotion of the company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof;

To distribute by dividend or otherwise any of the property of the company, in specie or kind, among the members, and, especially shares or other securities of other companies, under the name of "Saint Lambert Securities Corporation Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Saint Lambert.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
3732 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the "Canadian Trust Company", of Montreal, has been registered to transact in this province, the business of a

affaires d'une compagnie de fidéi-commis, à partir du premier juillet 1914, jusqu'au 30ième jour de juin 1915.

Donné conformément à la loi 3 George V chap. 44, art. 7096y, ce onzième jour d'août 1914.

H. T. MACHIN,
Assistant-trésorier de la province.
Département du trésor Québec. 3743

Avis est par le présent donné que la compagnie "Dominion Trust Company", autorisée à faire des affaires dans cette province, a, par nouvelle procuration, nommé Edward Lewis McArthur, son agent principal dans la province.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 13ième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,
3763 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six août 1914, constituant en corporation MM. André Menager, agent financier; Joseph Lavoie, comptable; Aldéric Blain, avocat; Léon Joseph Mouton, comptable; Eugène Provost, comptable, de Montréal, dans les buts suivants:

D'exploiter comme courtiers et agents de change des propriétés immobilières et tout ce qui s'y rapporte subsidiairement; de négocier des prêts et placements de capitaux, des affaires d'assurances, d'exploiter les fonds de commerce de toute compagnie industrielle et commerciale comme courtiers ou agents de change; de faire comme courtiers et agents de change le commerce de bons, d'obligations ou autres valeurs, de toute compagnie industrielle ou commerciale, de toute société, personne, ou de tout gouvernement;

De faire l'exploitation de biens immobiliers et de biens mobiliers et dans ce but d'acquérir des terrains et de les employer, utiliser, améliorer pour toutes fins de commerce; d'y construire des maisons, bâtisses ou édifices et de les convertir en logements différents pour des particuliers, ou des familles, ou pour l'exploitation de l'industrie ou du commerce de toute personne, société, compagnie ou institution;

De faire toutes opérations immobilières et toute affaire sur les valeurs mobilières, commerciales et industrielles se rapportant subsidiairement aux objets de la compagnie;

De manufacturer et réparer des horloges, des montres, des baromètres, des thermomètres, des bijoux et d'en faire le commerce d'importation et d'exportation en gros ou en détail, de diamants, perles et pierres précieuses, d'objets d'art, d'objets en or, en argent, en cuivre, en cuir, en ivoire, en verres, verres taillés, en porcelaine, en bronze, de coutellerie, et des articles de bijouterie de toute sorte;

De faire la collection et perception de deniers, loyers, billets promissaires, comptes, hypothèques coupons et autres valeurs;

De faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toute sorte, excepté le commerce de banque;

D'agir comme agents commissionnaires, agents de change et courtiers pour le placement de deniers, d'actions, d'obligations ou autres valeurs, de corporations, sociétés ou personnes;

D'employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie pour l'achat des actions d'autres compagnies ou pour faire l'acquisition de l'actif et de l'achalandage de toute personne ou de toute société;

De s'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont le but est en tout ou en partie

Trust Company, from the 1st day of July, 1914, to the 30th day of June, 1915.

Given pursuant to the act 3 George V, chapter 44, art. 7096y, this eleventh day of August, 1914.

H. T. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department, Quebec. 3744

Notice is hereby given that the Dominion Trust Company, authorized to carry on business in this province, has by a new power of attorney appointed Edward Lewis McArthur its principal agent in the province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
3764 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1914, incorporating Messrs. André Menager, financial agent, Joseph Lavoie, accountant, Aldéric Blain, advocate, Léon Joseph Mouton, accountant, Eugène Provost, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To deal as general and exchange brokers, with any immoveable property and anything incidental thereto; to negotiate loans and investments of funds, and insurance business; to exploit to stock in trade of any manufacturing, and business concerns, as general or exchange brokers; to deal as general or exchange brokers, in bonds, debentures or other securities of any manufacturing or business concerns, partnership, persons or any government.

To deal with any immoveable and moveable property and for that purpose to acquire lands and make use of, utilize, improve the same for commercial purposes:

To deal in real estate and in any moveable, commercial and industrial securities incidental to the objects of the company;

To manufacture and repair clocks watches barometers, thermometers, jewels and to import and export the same, wholesale or retail, diamonds pearls, precious stones, art objects, articles in gold, silver, copper, leather, ivory, glass, cut glass, china, bronze, cutler's ware and jewelry of all kind;

To collect and receive the payment of monies, rents, promissory notes, accounts, hypothecs, coupons and other securities;

To carry on in its corporate name, loan, and investment operations of all kinds, except banking business;

To act as commission agents, exchange and general brokers for the investment of monies and the placing of the shares, bonds or other securities of any corporations, associations or individuals;

To apply the funds of the company, in whole or in part in the purchase of shares of other companies or for the acquisition of the assets and goodwill of any person or partnership;

To unite or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to

semblable à celui de la présente compagnie, céder la propriété et l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour la considération jugée bonne par elle, et en particulier pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

D'exercer tout autre commerce que la compagnie croira capable d'être exercé en rapport avec ses opérations, ou censé directement ou indirectement accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

D'émettre, transporter et donner comme actions payées du capital-actions de la compagnie en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, hypothèques, contrats, actif et autres propriété ou droits que la compagnie peut acquérir, ou en considération des dépenses ou frais encourus pour la constitution et l'organisation de la compagnie ou pour la vente des actions, obligations, ou partie de l'actif de la compagnie;

D'entrer en société ou en aucun arrangement pour actions, profits, union d'intérêts, coopérations, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant des affaires ou transactions, ou engagée dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire ou pour lesquelles elle peut s'engager; prêter de l'argent à toute telle personne ou compagnie, garantir ses contrats ou aider autrement toute personne ou compagnie, ou clients ou personnes ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et les vendre, détenir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou en faire le commerce autrement;

De payer pour services rendus à la compagnie ou requis par elle et pour toute acquisition de la compagnie, en deniers comptants ou en actions libérées de la compagnie, ou partie en deniers comptants ou partie en actions libérées;

D'emprunter de l'argent à tels taux d'intérêts qui pourra être convenu, avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes actions, obligations, ou autres valeurs appartenant à la compagnie, sous le nom de "Estates & Collection Limited", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent actions (100) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,

3733

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatre août 1914, constituant en corporation MM. Joseph Emile Perras, comptable; Victor Gédéon Charron, commerçant; Alphonse Venne, architecte; Edmond Desaulniers, notaire; Arthur Laramée, avocat, tous de la ville de Saint-Lambert, comté de Chambly, dans les buts suivants;

Grouper les catholiques de la paroisse de Saint-Lambert, comté de Chambly, et des environs, dans un but d'éducation religieuses, intellectuelle et morale, de récréations honnêtes de tous genres, et aussi comme club social.

La compagnie pourra se fusionner par achat, par vente ou par tout autre mode, avec tout autre cercle ou club, toute autre compagnie ou corporation, ou toute autres association ayant des pouvoirs semblables ou analogues aux siens.

La compagnie pourra acquérir, louer ou posséder à un titre quelconque des biens mobiliers ou

those of the present company, and to convey the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds or other securities of any other company;

To carry on any other business which may appear to the company capable of being carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To issue, transfer and hand over, as fully paid up shares of the capital stock of the company in payment of any business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, hypothecs, contracts, assets and other property or rights which the company may acquire, or as the consideration for expenses and costs incurred for the incorporation and organization of the company or for the sale of the shares, bonds or part of the assets of the company.

To enter into partnership or into any agreement for shares, profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transactions which this company is authorized to carry on or engage in; to loan money to guarantee the contracts of or otherwise assist any person or company having business dealings with the company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same.

To pay for services rendered to or required by the company or for any acquisition made by the company in cash or in paid up shares of the company or partly in cash and partly in paid up shares.

To borrow money upon such rates of interests as may be agreed upon, with full power to secure such loans by any shares, bonds or other securities belonging to the company, under the name of "Estates and Collection Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,

3734

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Perras, accountant; Victor Gédéon Charron, trader; Alphonse Venne, architect; Edmond Desaulniers, notary; Arthur Laramée, advocate, all of the town of Saint Lambert, county of Chambly, for the following purposes.

To group together the Catholics of the parish of Saint Lambert, county of Chambly, and of the neighborhood, with a view of promoting religious, intellectual and moral education, honorable recreations of all kinds and also for the promoting of a social club.

The company shall have the power to amalgamate by purchase, sale or in any other manner with any other circle or club, company or corporation or any other association having similar or identical powers to the above.

The company shall have the power to acquire, lease or hold under any title moveable or immov-

immobiliers, les vendre, les louer ou en disposer de toute autre manière.

Le conseil de direction pourra émettre des actions entièrement libérées ou les donner en paiement total ou partiel de tout bien mobilier ou immobilier, de toute licence ou de tout privilège, ou de tous droits quelconques acquis à un titre quelconque au nom de la compagnie, ou donner ces actions en paiement ou en compensation de services rendus à la compagnie.

Le transfert de toute action même entièrement libérée ne devra être valide qu'après avoir été autorisé et approuvé par le conseil de direction.

La compagnie pourra racheter ses propres actions avec ses fonds de surplus dans le cas et aux conditions pourvus aux règlements.

Le curé de la paroisse catholique romaine de Saint-Lambert aura le contrôle moral de la compagnie sous le nom de "Le Cercle paroissial de Saint-Lambert, limitée", avec un fonds social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en huit cents actions (800) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Saint-Lambert.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,
3729 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatre août 1914, constituant en corporation MM. Edwin Alfred Mumford, secrétaire; Gertrude A. Mattinson, secrétaire; Stanley Whiting Hicks, comptable; David Kenneth Cowan, teneur de livres, et A. George Brooke Claxton, conseil en loi du Roi et avocat tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Garantir, souscrire pour, acheter ou acquérir autrement et détenir soit comme principal ou agent et d'une manière absolue comme propriétaire ou au moyen de garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, engager, transporter, céder des obligations, débentures, stocks, actions ou autres valeurs de tout gouvernement, ou corporations municipales ou scolaires, ou de toute banque incorporée ou de toute compagnie ou corporation industrielle, financière ou autre dûment constituée en corporation;

Promouvoir, organiser, développer ou gérer ou aider à la promotion, organisation développement ou gérance de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou commerce, et prélever et aider à prélever des argents pour toute autre compagnie ou corporation et leur aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, et offrir au public pour souscription des actions, stocks, obligations, débentures ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation, commerce ou entreprise;

Agir comme agent aux fins d'émettre ou contre-signer des certificats d'actions, bons ou autres obligations de toutes associations ou corporations municipales ou autres corporations et agir comme agents de change et registraires en rapport avec telles actions, bons ou autres obligations et gérer tout fond d'amortissement s'y rapportant aux termes qui pourront être convenus;

Faire des recherches et des rapports concernant le titre de toute propriétés immobilières, terrains, tenements et effets immobiliers;

eable property, sell, lease or otherwise dispose of the same in any other manner.

The board of directors shall have the power to issue fully and paid up shares and give the same in full or part payment of any moveable or immoveable property, license or privileges or any rights whatever acquired under any title whatever in the name of the company, or to give shares in payment of or as the consideration for services rendered to the company.

The transfer of any share fully paid up or not shall only be valid after authorization and approval by the board of directors.

The company shall have the power to redeem its own shares with its surplus funds in such cases and under such conditions as may be provided in its by-laws.

The company shall be under the moral direction of the cure of the Roman Catholic parish of Saint Lambert, under the name of "Le Cercle Paroissial de Saint-Lambert Limitée", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00 divided into eight hundred (800) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Saint Lambert.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
3730 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of August 1914, incorporating Messrs. Edwin Alfred Mumford, secretary; Gertrude A. Mattinson, secretary; Stanley Whiting Hicks, accountant; David Kenneth Cowan, bookkeeper, and A. George Brooke Claxton, King's Counsel and advocate, all of the City of Montreal, for the following purposes;

To underwriter, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, pledge, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank, or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise;

To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate, entreprise or undertaking, and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation, and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking;

To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds or other obligations of any associations or municipal or other corporation, to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds, or other obligations and to manage any sinking fund therefor on such terms as may be agreed upon;

To investigate and report upon the title to any immoveable property, lands, tenements and chattels real;

17 Aug

Faire des recherches et des rapports concernant les livres, l'état, les chances de succès, affaires et conditions commerciales de toute personne, société ou corporation, en faire l'examen et l'audition et les garantir, et faire des recherches et rapports concernant la légalité de tout titre ou de l'émission des actions, obligations ou débetures de toute corporation autorisée par la loi d'émettre des actions, obligations ou débetures et en faire l'examen, et garantir tout sceau ou signatures ou tout acte de cession, vente ou transport d'actions ou stock ou autres propriétés réelles ou personnelles;

Acheter ou acquérir autrement, détenir et vendre des biens mobiliers ou immobiliers ou en disposer autrement;

Construire, maintenir et exploiter ou louer des édifices et constructions convenables pour la réception et l'emmagasinage de biens personnels de toute nature et sorte, et agir comme agents consignataires et dépositaires pour tels biens, et prendre toutes sortes de biens personnels en dépôt et sûreté aux termes qui pourront être convenus;

Vendre, louer la totalité ou aucune partie des biens et entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire enregistrer et connaître la compagnie dans tous pays étrangers et y désigner des personnes pour représenter la compagnie, et accepter pour la compagnie ou en son nom les assignations dans toutes actions ou procédures, conformément aux lois de tels pays étrangers;

Faire des conventions pour le partage des profits ou pour l'union des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou étant engagée, actuellement ou dans l'avenir, dans toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à exercer ou à entreprendre, et prendre ou acquérir autrement des actions ou valeurs de telles compagnies et les vendre, détenir, re-émettre avec ou sans garantie, ou en faire le commerce autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et exécuter des billets promissaires, lettres de change, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Faire toutes ou aucune des choses qui précèdent comme principaux, agents, entrepreneurs, fidéicommissaires ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire tous les actes nécessaires pour l'entreprise, l'exercice et l'accomplissement d'aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire, entreprendre ou exercer, et pour tous services, devoirs, et dépôts, charger, percevoir, et recevoir toute rémunération convenable, frais, charges et dépenses légaux usuels et ordinaires;

Agir comme agents généraux, agents d'immeubles ou d'assurance, et faire toutes choses pour mener à bonne fin son entreprise;

C'est l'intention, excepté où il est déclaré autrement, que les objets et pouvoirs spécifiés dans les dits paragraphes, ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de toute autre clause ou paragraphe de cette charte, mais que les objets et pouvoirs spécifiés dans aucune des clauses soient regardés comme objets et pouvoirs indépendants, sous le nom de "Instalment Investment Company Limited", avec un capital actions de cinquante mille dollars (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

To investigate, examine, audit and report on and guarantee the books standing, prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation and to investigate, examine and report on the legality of any title or the issue of the stock, bonds or debentures of any corporation authorized by law to make an issue of stock, bonds or debentures and to guarantee any seal or signature or act of assignment, sale or transfer of any shares or stock or other property real or personal;

To buy or otherwise acquire, to hold and to sell or otherwise dispose of property moveable or immoveable;

To construct, maintain and operate, or to lease buildings and structures suitable for the reception and storage of personal property of every nature and kind, to act as agent, consignees and bailees thereof, and to take all kinds of personal property for deposit and safe keeping on such terms as may be agreed upon;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To enter into any arrangement for sharing profits or for a union of interests with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal in the same;

To draw, make, accept, endorse, discount, and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instrument;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, trustees or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which the company is authorized to do, engage in and carry on, and for all services, duties and trusts, to charge, collect and receive all proper remuneration, legal, usual and customary costs, charges and expenses;

To act as a general agent, real estate or insurance agent and to do everything to effectually carry out the undertaking;

It is the intention that the objects and powers specified shall, except where otherwise expressed, in the said paragraphs, be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other clause or any other paragraph in the charter, but the objects and powers specified in each of the clauses shall be regarded as independent objects and powers, under the name of "Instalment Investment Company Limited", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00) divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,

3745

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit juillet 1914, constituant en corporation MM. Louis Adhémar Rivet, avocat; Louis Gordon, Glass, avocat; John A. Sullivan, avocat; Albert Papineau, avocat, et René Gaudry, agent d'immeubles, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir et posséder des terrains dans les ou près des limites de toute municipalité dans la province, et de bâtir sur ces terrains des maisons d'habitation de dimensions raisonnables, munies d'améliorations convenables et destinées à être louées à des prix modérés, conformément aux dispositions de la loi, chap. 47, 4 Geo. V, "Loi pour aider à la construction de maisons d'habitation dans les cités, villes et villages";

Faire le commerce d'immeuble en général, acquérir, posséder, améliorer, cultiver, vendre, louer, échanger ou en disposer de toute façon des terres et terrains et autres immeubles, et à ces fins, affecter en tout ou en partie, le capital de la compagnie;

Subdiviser les terres et terrains acquis par la compagnie en lots à bâtir, y tracer des rues et ruelles, y ériger des usines et fabriques, y installer des égouts et généralement y faire tous travaux de construction, d'installation et d'améliorations jugés nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Ériger sur les dites terres, terrains et lots à bâtir, des maisons et autres bâtisses, et, avec ou sans les terrains, les vendre, louer, échanger, hypothéquer, et en disposer de toute façon, non prohibée par la loi;

Faire des prêts d'argent aux acheteurs ou locataires des immeubles, terres, terrains, maisons de la compagnie, pour des fins de construction et d'amélioration; faire aussi des prêts d'argent, dans le but d'aider à la construction des chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et généralement tous travaux de nature à améliorer les propriétés de la compagnie et à augmenter leur valeur;

Accepter des hypothèques et autres garanties de toute nature pour assurer le paiement du prix d'achat de tous immeubles, propriétés ou autres valeurs vendues par la compagnie, ou assurer le remboursement de toutes sommes d'argent dues à la compagnie, par les acquéreurs de terrains pour des fins de construction ou d'améliorations, ou pour toutes autres fins généralement quelconques jugées nécessaires ou utiles par la compagnie;

Exercer l'industrie et le commerce en général d'entrepreneurs de carrières et de fournitures de pierre de toutes sortes;

Acquérir par achat, bail, commission, échange ou autrement, tous les biens mobiliers et immobiliers jugés nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie, et les payer en argent, ou en parts libérées ou en obligations ou autres garanties de la compagnie; vendre, louer, engager, hypothéquer, ou en disposer autrement, les biens meubles et immeubles ci-dessus mentionnés;

Ériger et mettre en opération tous ateliers, concasseurs de pierre, et autres constructions nécessaires à cette fin, employer la dynamite ou autre explosifs nécessaires pour les opérations de la compagnie;

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this fourth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,

3746

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of July, 1914, incorporating Messrs Louis Adhemar Rivet, advocate; Louis Gordon Glass, advocate; John A. Sullivan, advocate; Albert Papineau, advocate and René Gaudry, real estate agent, of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire and hold lands in or near the boundaries of any municipalities and to build on such lands dwelling-houses of reasonable dimensions, supplied with proper improvements and intended to be let at a moderate price, in accordance with the provisions of the Act, chap. 47, 4 Geo. V, intituled: "An Act to assist in the construction of dwelling-houses in cities, towns and villages";

To generally deal in real estate, and to acquire, hold, improve, cultivate, sell, lease, exchange or in any way dispose of lots and lands and other immoveables, and for the above purposes to apply in whole or in part the capital of the company.

To subdivide the lands and lots acquired by the company into building lots, lay out streets and lanes thereon, erect thereupon works and factories, and build sewers thereon and to generally carry on all works of construction, installation and improvements deemed necessary or suitable for the purposes of the company;

To erect upon the said lands and lots houses and other buildings and with or without the lands, to sell, lease, exchange, hypothecate and dispose of the same in any manner not contrary to law;

To make advances of money to purchasers or lessees of immoveables, lands, lots, houses of the company for building purposes and improvements to make also advances of money for the purposes of aiding in the construction of roads, streets, water-works, sewers and generally all works capable of improving the property of the company and enhancing its value;

To accept hypothecs and other securities of any nature to secure the purchase price of any immoveables, property or other securities sold by the company, or to secure the reimbursement of any sums of money due to the company by the purchasers of lands for building or improvements or for any other purpose generally deemed necessary or suitable by the company;

To carry on the general trade and business of quarry masters and suppliers of stone of all kinds;

To acquire by purchase, lease, commission, exchange or otherwise any immoveable and immoveable property deemed necessary or suitable for the company's purposes, and to pay for the same in cash or in paid up shares or in bonds or other securities of the company; to sell, lease, pledge, hypothecate or otherwise dispose of the aforesaid moveable and immoveable property;

To erect and operate any shops, stone crushers and other constructions necessary for such purposes, to make use of dynamite and other explosives necessary for the operations of the company;

Acquérir, posséder, transporter, vendre des parts, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie, ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie, ou faisant des affaires susceptibles d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Emettre, transporter et donner des parts libérées du capital-actions de la compagnie, en paiement de tous affaires, franchises, services rendus, privilèges, baux, hypothèques, licences, brevets, contrats, immeubles, actions, obligations ou autres propriétés ou droits mobiliers ou immobiliers que la compagnie peut acquérir légalement;

Vendre en tout ou en partie les biens meubles et immeubles de la dite compagnie aux termes et conditions qu'elle jugera à propos, ou en disposer autrement et accepter en paiement des sommes d'argent, des actions, obligations ou garanties de toute autre compagnie constituée pour les mêmes fins que la présente Compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que la présente compagnie;

Construire, améliorer, entretenir, exploiter, vendre ou louer toutes sortes de travaux publics et privés, et en particulier tous chemins, pavages, ponts, cours d'eau, aqueducs, quais, jetées, usines électriques, magasins, théâtres et salles d'amusements, hôtels et restaurants, les subventionner ou autrement aider à leur construction, entretien et amélioration;

Acquérir, exploiter, louer, vendre, des forces hydrauliques, fabriquer, acheter ou acquérir de toute manière exploiter la lumière, la chaleur ou l'énergie nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Exercer toutes autres industries jugées nécessaires ou utiles pour les fins de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier tous lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie les dépenses se rapportant à l'incorporation et à l'organisation de la compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie sur la vente du stock, une commission n'excédant pas 25% du produit au comptant de telles parts;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires nécessaires aux fins pour lesquelles cette compagnie est incorporée, sous le nom de "La Compagnie de Construction de Maisons d'Habitation Salubres, Limitée", avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,

3721

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six août 1914, constituant en corporation MM. Arthur N. DeTilly, comptable; Hyman Korenberg, industriel; David Rose, tailleur; Aristide N. Joncas, agent d'immeubles; Denise Beauchamp, sténo-

To acquire, hold, convey, sell the shares, bonds or other securities of any other company having the same objects as the present company or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To issue, transfer and give paid up shares of the capital stock of the company in payment of any business, franchises, services rendered, privileges, leases, hypothecs, licenses, patents, contracts, immoveables, shares, bonds or other moveable or immoveable property or rights which the company may legally acquire;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the moveable and immoveable property of the said company upon such terms and conditions as the company may think fit and to accept in payment therefor sums of money, shares, bonds or securities of any other company incorporated for the same purposes as the present company;

To amalgamate with any other company having the same objects as the present company.

To construct, improve, maintain, exploit, sell or lease all kinds of public and private works, and in particular any roads, paving, bridges, water courses, waterworks, wharves, piers, electric power-houses, stores, theatres and play houses, hotels and restaurants and to subsidize the same or otherwise aid in their construction, maintenance and improvement;

To acquire, exploit, lease, sell hydraulic powers, to manufacture purchase or acquire in any manner and exploit light, heat or power necessary or suitable for the company's purposes;

To carry on any other business deemed necessary or suitable for the company's purposes;

To subscribe for, accept, endorse, negotiate all bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To contract loans and guarantee the reimbursement of same in such manner as may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of bonds bearing an hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To pay out of the funds of the company all costs relating to the incorporation and organization of the company;

To pay out of the funds of the company for the sale of stock, a commission not exceeding 25% of the cash realized by the sale of such stock;

To do all things and exercise all the powers and carry on any business necessary for the purposes for which this company is incorporated, under the name "La Compagnie de Construction de Maisons d'Habitation Salubres, Limitée", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of July, 1914.

C. J. SIMARD,

3722

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor, of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of August, 1914, incorporating Messrs. Arthur N. DeTilly, accountant; Hyman Korenberg, manufacturer; David Rose, cutter; Aristide N. Joncas, real estate agent; Denise Beauchamp, stenogra-

graphe, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce et l'industrie de manufacturiers et marchands en gros de vêtements de toutes sortes et descriptions, importer et exporter, acheter, vendre et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, marchandises sèches, soies, satins, fournitures pour tailleurs, tissus de toutes sortes, drap et coton en général et faire les affaires de tailleurs et manufacturiers;

Exercer toute autre industrie semblable, manufacturière ou autre, alliée aux pouvoirs ci-dessus mentionnés que la compagnie jugera susceptible d'être exercée avantageusement en rapport avec les industries précitées;

Acquérir ou entreprendre, en tout ou en partie, les biens et engagements de toutes personnes ou compagnies engagées dans toute industrie que la présente compagnie est autorisée à entreprendre ou possédant des biens convenables pour le bénéfice de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous droits, droits d'invention, marques de commerce, permis, concessions ou autres choses semblables conférant un droit exclusif, non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou tout autre renseignement secret s'y rapportant, pouvant être utilisé pour le bénéfice de la compagnie ou dont l'acquisition sera censée profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement les biens droits ou renseignements ainsi acquis et accorder des permis à leur sujet;

Acheter en général, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toutes propriétés mobilières ou immobilières et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires pour son industrie et particulièrement tous terrains, bâtisses, obligations, machineries, outillages et fonds de commerce;

Acquérir et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la présente compagnie;

Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre soit en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'un certain nombre d'actions du capital de la compagnie, ou les obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de crédit, connaissements, traites, débentures et autres effets négociables et transférables;

Prendre les moyens qui peuvent être jugés convenable pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement au moyen d'annonces dans les journaux, circulaires, par l'achat et l'exposition d'objets d'art, la publication de livres et revues périodiques;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, céder, en tout ou en partie, la propriété et les biens de la compagnie, en augmenter la valeur ou en disposer autrement;

Acquérir et entreprendre comme un commerce en opération, le commerce de manufacturier et marchand de vêtements et autres affaires maintenant conduites par la société connue sous le nom de "The United Garment Company", en la cité de Montréal, et la totalité ou aucune partie de l'actif ou passif de telle société, et payer le ou les propriétaires de la dite société "The United Garment Company" pour l'acquisition de tel commerce, avec des actions du capital de la compagnie maintenant constituée en corporation, sous le nom de "The United Garment Company

pher, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To exercise the business and industry of whole sale manufacturers and merchants of clothing of all kinds and descriptions; to import and export, to buy, sell and do the business in clothing of all kinds and also of dry goods, silks, satins, tailors trimmings, tissues of all kinds, cloths and cottons in general, and transact the business of tailors and manufacturers;

To exercise any other similar industry, manufacturing or otherwise, relating to the above powers which the Company may judge capable of being advantageously exercised in connection with any of the above industries;

To acquire or undertake in whole or part, property and obligations of any persons or companies engaged in any industry which the present company is authorized to undertake or in possession of suitable property for the benefit of the present company;

To ask for, buy or otherwise acquire, all rights, patent rights, trademarks, licenses, concessions and things other similar conferring the right, either exclusive, non-exclusive or limited, to utilize, or any other secret information in regard to any invention capable of being utilized for the benefit of the company or the acquisition of which will be supposed to profit directly or indirectly the present company, and utilize, exercise, develop, grant licences about them, or otherwise render the property, rights or information thus acquired profitable;

To buy in general, take on lease or in exchange rent, or otherwise acquire any moveable or immoveable property and all rights and privileges which the company may deem necessary for its industry, and particularly all lands, buildings, obligations, machinery, tools and stocks in trade.

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company;

To remunerate with the sanction of shareholders any person or company for services rendered, or to be rendered, in disposing of, or helping to dispose, or guaranteeing the disposal of any number of shares of the capital of the company, or the obligations, or other values of the company, or in regard to the formation or promotion of the company, or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, letters of credit, bills of lading, drafts, debentures and other negotiable and transferable instruments.

To take such means in order to make the products of the company known as will be deemed advisable, and particularly through advertising in the papers through circulars, through the purchase and exhibition of works of art, through the publication of books and periodicals;

To sell, ameliorate, manage, develop, exchange, rent, cede, improve or otherwise dispose in whole or part of the property and assets of the company.

To acquire and take over as a going concern the business of manufacturing and dealing in clothing and otherwise at present carried on by the firm of The United Garment Company, at the city of Montreal, and all or any of the assets or liabilities of such firm in connection therewith and to pay the owner and owners of such The United Garment Company, for the acquiring of such business capital stock in the present company to be formed under the name of The United Garment Company Limited, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00),

Limited", avec un capital-actions de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'août 1914.

C. J. SIMARD,
3747 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Montreal Trust Company" a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une compagnie de fidéi-commis, à partir du premier juillet 1914, jusqu'au trentième jour de juin 1915.

Donné conformément à la loi 3 George V, chapitre 44, article 7096y, ce huitième jour d'août 1914.

H. MACHIN,
Assistant-trésorier de la province.
Département du Trésor,
Québec. 3697

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente et unième jour de juillet 1914, constituant en corporation MM. Ulric Leclair, hôtelier; Emeline Marsolais, autorisée de son mari; Octave Lafleur, Alfred Bouchard et Alphonse Bouchard, hôteliers, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs, en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Café La Patrie, 81-83, rue Sainte-Catherine Est", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail ou autrement et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of August, 1914.

C. J. SIMARD,
3748 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the "Montreal Trust Company", of Montreal, Que., has been registered to transact in this province, the business of a Trust Company, from the first day of July, 1914, to the thirtieth day of June, 1915.

Given pursuant to the Act 3 George V, chapter 44, article 7096y, this eighth day of August, 1914.

H. MACHIN,
Assistant Provincial Treasurer.
Treasury Department,
Quebec. 3698

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of July, 1914, incorporating Messrs. Ulric Leclair, hotel-keeper; Emeline Marsolais, authorized by her husband; Octave Lafleur, Alfred Bouchard and Alphonse Bouchard, hotel-keepers, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Café La Patrie, 81-83, Sainte Catherine East street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertaking;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Hôtel La Patrie, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de juillet 1914.

C. J. SIMARD,
3671 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie "The H. E. Ledoux Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Herbert R. Kirkpatrick, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 31 juillet 1914. 3675

Avis Divers

Cour Supérieure—Beauce.
No 1864.

Dame Marie Doyon, épouse commune en biens de Marcellin Lachance, journalier, de Saint-Gédéon, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Marcellin Lachance, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph Beauce, 10 août 1914. 3737

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:
Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subjects to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Hôtel La Patrie, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of July, 1914.

C. J. SIMARD,
3672 Deputy Provincial Secretary.

The "H. E. Ledoux, Company Limited", has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Herbert R. Kirkpatrick, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 31st July, 1914. 3676

Miscellaneous Notices

Superior Court—Beauce.
No. 1864.

Dame Marie Doyon, wife common as to property of Marcellin Lachance, laborer, of Saint-Gédéon, duly authorized to ester *en justive*, Plaintiff;

vs

The said Marcellin Lachance, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted this day against the defendant.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for the plaintiff.
Saint Joseph Beauce, 10th August, 1914. 3738

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:
First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

3491

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 33.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Campeau vs Seguin	1997
" Charretier vs Geoffrion	1999
" Doyon vs Lachance	2034
" Fisette vs Lemay	1998
" Goyer vs Rabreau	1998
" Larivière vs Brunet	1997

ANNONCEURS:—Avis aux: 2034.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE:—Hull Electric Coy, 1996.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—Montreal Trust Company, 2023; Canadian Trust Company, 2025.

AVIS:—Griffin Hill Cemetery Coy, 1998.

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES OPÉRATIONS:—The H. E. Ledoux Coy, Ltd, 2034; Dominion Trust Co., 2026.

ERRATUM:—Page 1861, août 1er, 1914, 1996.

EXAMEN:—Bureau des Examineurs et des Mesureurs de Bois, P. Q., 1984.

FAILLIS:—INSOLVENT:

Bassock	2002
Belair	2002
Bshara Bros	2000
Clement	2002
Cassidy	1999
Conn & Co	1999
Estate John Currie	2001
Giguère	2001
Goora	2002

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

Brownsbury Furniture Ltd	1987
Cie des Vins Canadiens de St-Cuthbert	1985
C. P. R. Exchange Ltd	1092
Estates and Collection Limited	2026
Grand Central Hotel Ltd	1989
Hotel La Patrie, Lijitée	2033
Instalment Investment Coy Ltd	2028
La Cie de Construction de Maisons d'Habitations Salubres Limitée	2030
Lafetière Hotel Limitée	1985
Le Cercle Paroissial de St-Lambert Ltée	2027

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.

Québec, 4th April, 1914.

3492

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Marleau vs St-Jean	1999
" Migneron vs St-Cyr	1997
" Richard vs Levasseur	1988
" Rousseau vs Dancause	1988
" Tremblay vs Trembaly	1997
" Villemure vs Villemeure	1997

ADVERTISERS:—Notice to: 2034.

ANNUAL GENERAL MEETING:—Hull Electric Coy, 1996.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—Montreal Trust Company, 2033; Canadian Trust Company, 2025.

NOTICE:—Griffin Hill Cemetery Coy, 1998.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—The H. E. Ledoux Coy, Ltd, 2034; Dominion Trust Co., 2026.

ERRATUM:—Page 1861, August, 1st, 1914, 1996.

EXAMINATION:—Office of Examiner and Cullers, P. Q., 1984.

FAILLIS:—INSOLVENT:

Nemey	2001
Lamarche (enregistrée)	2000
Leduc & Frère	2003
Leiter Bros	2000
Meyers Shoe Coy	2001
Montreal Furniture Exchange	2000
Saulnier & Son	1999
St. Roch Hotel Ltée	2003
Trakas	2002

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:

Le magasin de Mutualistes Limitée	1984
Manetti Fils Limité	2022
Montmorency Land Coy	1990
Oriental Hotel Limited	1988
St. Lambert Security Corp	2025
Strathcona Hoyal Ltd	1968
The Exel Carbon Paper Mfg Co	2024
The New Glasgow Elec. Mfg. Co. Ltd	2023
The Two Paul's Ltd	1993
The United Garment Coy, Ltd	2031

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—St-Gérard de Magella, Co. Yamaska, 2000; Village de Bienville, Lévis, 2000.

NOMINATIONS:

Commissaires d'écoles.—St-David de Lévis, 1981; Cox, Co. Bonaventure, 1981; Notre-Dame de Pont-Main, Labelle, 1982; Saint-Charles du Bas du Sault, Hochelaga, 1982; La ville de Léry, Châteauguay, 1982; Canton Loranger, Labelle, 1982; Saint-Basile, Portneuf, 2021; Saint-Flavien, Lotbinière, 2021.

Conseillers.—Municipalité de la paroisse Sainte-Scholastique, Deux-Montagnes, 2022.

Juges de Paix.—District de Chicoutimi, 1982; Montréal, 1982; Gaspé, 1982; Bedford, 2000.

Huissier Audiencier.—Cour de Circuit, Co. de Mégantic, 1983.

Membres de la Commission pour érection civile des paroisses du Diocèse de Valleyfield, 1981.

ORDRE DE COUR:—L'Hon. Procureur Général vs Mill, 2005; Faucher vs Faucher, 2005.

PROCLAMATION:—Convocation des Chambres, 1983.

RATIFICATION:—La Cité de Montréal vs Dandovino, 2008; La corporation du village de Roxton Falls, 1996.

VENTE PAR ENCAN:—La Cie de Pulpe d'Almas, 2003.

VENTE PAR LICITATION:—Dame Landry vs Aumont *et al*, 2006; Dlle Martineau vs Dme O'Rourke, 2007.

VENTES POUR TAXES MUNIVIPALES:—La ville de Drummondville, 2009.

VENTE DE LIMITES:—Département des Terres et Forêts, 1949.

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

ARTHABASKA:—Nolin vs Levesque, 2009.

BEAUCE:—Gagnon vs Bolduc *et al*, 2010.

CHICOUTIMI:—Duperré vs Boulanger, 2010.

GASPÉ:—Létourneau *et al* vs Vaillancourt, 2011; Robin Jones & Whitman vs Joseph & Joseph, 2011.

MONTREAL:—Guillemette vs Marin, 2015; Huberdeau vs The Brompton Park Realty, 2012; Labrèche Viger vs Audet, 2012; Lamarche vs St-Charles, 2012; Legault vs Lafrance, 2015; Levy vs Brouillé, 2015.

PONTIAC:—Nadeau vs Labrecque, 2016; The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 2016; The Trust Loan Coy of Canada vs Giroux, 2017; The Trust and Loan Coy of Canada, vs Pitre, 2018.

SAGUENAY:—Menard vs Côté, 2018.

TERREBONNE:—Charlebois vs Ladouceur, 2019.

TROIS-RIVIÈRES:—Bellemare vs Beaulieu, 2019; Boulet vs Lévis, 2020; Rochette vs Chauvette & Beaudoin, 2020.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—St-Gérard de Magella, Co. Yamaska, 2000; Village de Bienville, Lévis, 2000.

APPOINTMENTS:

School Commissioners.—St-David de Lévis, 1981; Cox, Co. Bonaventure, 1981; Notre-Dame de Pont-Main, Labelle, 1982; Saint-Charles du Bas du Sault, Hochelaga, 1982; La ville de Léry, Châteauguay, 1982; Canton Loranger, Labelle, 1982; Saint-Basile, Portneuf, 2021; Saint-Flavien, Lotbinière, 2021.

Consillor.—Municipality of the parish of Sainte Scholastique, Two Mountains, 2022.

Justice of Peace.—District of Chicoutimi, 1982; Montréal, 1982; Gaspé, 1982; Bedford, 2000.

Court crier.—Circuit Court.—Co. Mégantic, 1983.

Members of the Commission for the erection of civil parishes of the diocese of Valleyfield, 1981.

ORDER OF COURT:—The Hon. Attorney General vs Mill, 2005; Faucher vs Faucher, 2005.

PROCLAMATION:—Parliament convoked, 2000.

RATIFICATION:—The City of Montreal vs Dandovino, 2008; The Corporation of the village of Roxton Falls, 1996.

AUCTION SALE:—La Cie de Pulpe d'Almas, 2003.

SALE BY LICITATION:—Dame Landry vs Aumont *et al*, 2006; Dlle Martineau vs Dme O'Rourke, 2007.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES:—The town of Drummondville, 2009.

LIMIT SALE:—Department of Lands and Forest, 1994.

SHERIFFS SALES:

ARTHABASKA:—Nolin vs Levesque, 2009.

BEAUCE:—Gagnon vs Bolduc *et al*, 2010.

CHICOUTIMI:—Duperré vs Boulanger, 2010.

GASPÉ:—Létourneau *et al* vs Vaillancourt, 2011; Robin Jones & Whitman vs Joseph & Joseph, 2011.

MONTREAL:—Guillemette vs Marin, 2015; Huberdeau vs The Brompton Park Realty, 2012; Labrèche Viger vs Audet, 2011; Lamarche vs St-Charles, 2012; Legault vs Lafrance, 2015; Levy vs Brouillé, 2015.

PONTIAC:—Nadeau vs Labrecque, 2016; The Trust & Loan Coy of Canada vs Brouillard, 2016; The Trust Loan Coy of Canada vs Giroux, 2017; The Trust and Loan Coy of Canada, vs Pitre, 2018.

SAGUENAY:—Menard vs Côté, 2018.

TERREBONNE:—Charlebois vs Ladouceur, 2019.

THREE RIVERS:—Bellemare vs Beaulieu, 2019; Boulet vs Lévis, 2020; Rochette vs Chauvette & Beaudoin, 2020.

17 Aoo 1914